

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 22 JUIN 2016

TOME VI

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention d'occupation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Renouvellement de l'exploitant - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En juin 2013, à l'ouverture du centre d'art La Panacée, l'exploitation du bar restaurant situé à l'intérieur de l'équipement a été confiée pour une durée de trois ans renouvelable une fois après accord explicite des deux parties à M et Mme Mirabel.

A l'issue de cette première période et dans la mesure où les gérants actuels M et Mme Mirabel ont sollicité la Ville pour le renouvellement de la convention pour les trois années à venir, il est proposé de reconduire l'exploitant dans des conditions similaires.

L'exploitant sera tenu dans ce cadre de respecter le règlement intérieur du centre d'art. Celui-ci définit entre autres les conditions de fonctionnement de l'établissement de restauration compatibles avec la vocation de l'équipement culturel (horaires d'ouverture, programmation musicale, accueil d'événements, etc) ainsi que les préconisations spécifiques attendues pour cette activité qui représente une plus-value pour les usagers du centre d'art.

Le loyer correspondant à l'occupation s'élève à 7 % du chiffres d'affaires hors taxes.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De renouveler l'attribution de l'occupation du bar et restaurant du centre d'art de la Panacée à Monsieur et Madame Mirabel pour une durée de trois ans,
- D'accepter le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION DES USAGES ET DE
LA VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC**

SERVICE COMMERCE ET ARTISANAT

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC
BAR RESTAURANT DE LA PANACEE**

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

- M et Mme Mirabel

désigné par les termes «*l'occupant*» :

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet l'exploitation d'un bar restaurant dans le centre d'art et de culture contemporaine La Panacée situé 14 rue de l'école de Pharmacie 34 000 Montpellier.

Une licence de troisième catégorie propriété de la Ville est mise à disposition, elle sera exploitée conformément aux articles : L 3332-11 (permis d'exploitation), L3336-1, L3336-2 et L3336-3 (non condamnation du déclarant) du Code de la Santé Publique.

L'occupant se déclarant bien connaître le lieu d'exploitation et le fonctionnement du centre d'art.

ARTICLE 2 – Régime juridique

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

Le bar restaurant s'inscrit dans un établissement recevant du public de catégorie 2. Aussi un groupement d'exploitation est mis en place avec comme responsable unique le directeur de La Panacée.

L'occupant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son exploitation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'exploitation de son établissement.

L'exploitation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable. L'occupant dispose d'un délai de deux mois à compter de la signature de la convention pour transmettre à la Ville les statuts de l'établissement gérant l'établissement. La Ville sera informée dans un délai de deux mois de tout changement intervenant sur les statuts de l'établissement.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux

L'occupant prendra le local, le matériel et mobilier qui lui seront remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'occupant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'occupant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais.

De même, ces travaux devront recevoir avant leur réception, l'accord de la Ville. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'occupant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'occupant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'occupant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'occupant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros œuvre qui seront rendues nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'occupant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'occupant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire

L'occupant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation de son établissement.

ARTICLE 6 - Assurances

L'occupant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'occupant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'occupant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surcharges au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'occupant.

L'occupant devra produire chaque année à la Ville, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

L'occupant devra produire chaque année à la Ville une attestation de vérification des installations électriques par un bureau de contrôle agréé et les contrats de maintenance pour les équipements de cuisson, la hotte, le bac à graisse, les réfrigérateurs.

ARTICLE 7- Redevance

L'occupant versera à la Ville une redevance annuelle dont le montant est fixé à 7 % du chiffre d'affaires hors taxes. La redevance est assujettie au taux de TVA en vigueur. Elle sera versée sous forme d'acompte trimestriel d'un montant de 6 000 € hors taxes.

L'ajustement de la redevance par rapport au chiffre d'affaires réalisé sera effectué au plus tard le 31 juillet de l'année (N+1) sur production du compte de résultat approuvé par commissaire aux comptes.

ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation

L'occupant se conformera au règlement intérieur du centre d'art de la Panacée.

L'occupant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et de droit du travail.

L'occupant sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

ARTICLE 9 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'occupant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'occupant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état. Les matériels et mobiliers mis en place par l'occupant devront être retirés à ses frais.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'occupant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions d'évacuation du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 6 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'occupant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice sur la base des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition. Un coefficient de vétusté de 15 % par an sera appliqué.

L'occupant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention, de gestion défectueuse, de mauvaise tenue générale de l'établissement, de non-paiement ou paiement partiel de la redevance pendant deux trimestres consécutifs, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, la Ville peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de un mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, aucune indemnisation ne sera versée au concessionnaire.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subi.

ARTICLE 10 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'occupant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'occupant,

Pour la Ville,

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention d'occupation du domaine public - Bistrot de Grammont - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du Bistrot de Grammont, pour une durée de 6 ans, a été lancé par la Ville pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Arnaud ESCASSUT, gérant du « Traiteur du Languedoc ».

L'analyse des offres a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
 - Motivation du candidat.
- 2) Dossier commercial
 - Gamme de produits proposés.
 - Politique Tarifaire,
 - Amplitude d'ouverture,
 - Cohérence du projet par rapport au lieu.
- 3) Dossier financier
 - Viabilité économique du projet
 - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

Monsieur Arnaud ESCASSUT est un professionnel expérimenté du domaine de la restauration. Le projet qu'il présente de développer le lieu en lien avec l'environnement immédiat (MHSC, activités autour des mariages) paraît tout à fait adapté et de nature à proposer une offre qualitative. Le dossier financier est solide avec un investissement conséquent qui valorisera les locaux. Il est proposé de donner une suite favorable à cette candidature.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 20.000 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur (indexation annuelle de 3 %).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider l'attribution de la concession du Bistrot de Grammont à Monsieur Arnaud ESCASSUT,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION DES USAGES ET DE
LA VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC**

SERVICE COMMERCE ET ARTISANAT

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC
BISTROT DE GRAMMONT**

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

-

désigné par les termes «*l'occupant*».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet l'occupation :

- du bar restaurant du domaine de Grammont d'une superficie de 400 m². L'occupant se déclarant le bien connaître.
- d'une terrasse de plein air de type B1 de 150 m² attenante.
- D'une licence de troisième catégorie propriété de la Ville, conformément aux articles : L 3332-11 (permis d'exploitation), L3336-1, L3336-2 et L3336-3 (non condamnation du déclarant) du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 2 – Régime juridique

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

L'occupant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son occupation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'occupation de son établissement.

L'occupation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable. L'occupant dispose d'un délai de six mois à compter de la signature de la convention pour transmettre à la Ville les statuts de l'établissement gérant le restaurant. La Ville sera informée dans les plus brefs délais de tout changement intervenant sur les statuts de l'établissement.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature entre les deux parties.

ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux

L'occupant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'occupant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'occupant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son occupation à ses frais.

De même, ces travaux devront recevoir avant leur réception, l'accord de la Ville. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'occupant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'occupant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'occupant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'occupant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros œuvre qui seront rendues nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'occupant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'occupant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

L'occupation de la terrasse dite de « classe B1 » (article 2) sera conforme à l'arrêté municipal du 26 avril 2012, n°180/2012 portant « Règlement d'occupation de l'Espace Public par les terrasses et

étalages », et plus particulièrement ses articles 7, 10, 12 et 13. Le choix de tout nouveau mobilier de terrasse devra être soumis à autorisation préalable de la Ville.

L'établissement étant un ERP, l'occupant devra à tout moment être en conformité avec les réglementations afférentes, notamment en terme de sécurité incendie et accessibilité.

ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire

L'occupant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'occupation de son kiosque.

ARTICLE 6 - Assurances

L'occupant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'occupant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'occupant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surcharges au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'occupant.

L'occupant devra produire chaque année à la Ville, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

L'occupant devra produire chaque année à la Ville une attestation de vérification des installations électriques par un bureau de contrôle agréé et les contrats de maintenance pour les équipements de cuisson, la hotte, le bac à graisse, les réfrigérateurs.

ARTICLE 7- Redevance

L'occupant versera à la Ville une redevance trimestrielle dont le montant est fixé à 5000 €uros hors taxes. Elle sera assujettie au taux de TVA en vigueur. Le montant de la redevance sera majoré chaque année au 1^{er} janvier de 3%.

ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation

L'occupant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et du droit du travail.

L'occupant sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

ARTICLE 9 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'occupant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'occupant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état. Les matériels et mobiliers mis en place par l'occupant devront être retirés à ses frais.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'occupant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions d'évacuation du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 6 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'occupant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice sur la base des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition. Un coefficient de vétusté de 15 % par an sera appliqué.

L'occupant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention, de gestion défectueuse, de mauvaise tenue générale de l'établissement, de non-paiement ou paiement partiel de la redevance pendant deux trimestres consécutifs, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, la Ville peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de un mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, aucune indemnisation ne sera versée au concessionnaire.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subi.

ARTICLE 10 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'occupant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'occupant,

Pour la Ville,

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention cadre tripartite entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public.

Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier, avec son opérateur la SERM, a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme ambitieux de soutien au développement du secteur numérique au travers du programme Montpellier Méditerranée Numérique. Forte de ce programme et en synergie avec l'écosystème local du numérique et de l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a coordonné la rédaction d'un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech. Ce label a été obtenu en

novembre 2014 et il prouve la pertinence du programme Montpellier Métropole Numérique ainsi que l'efficacité de l'écosystème local du numérique et de l'innovation pour accompagner le développement des entreprises.

Dans ce cadre, il convient de renforcer le partenariat avec la CMA, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

Par la reconnaissance de leurs objectifs partagés et de leurs compétences complémentaires, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA décident de renforcer leur collaboration, en mettant en commun leur savoir-faire et leurs compétences au service des entreprises artisanales et du développement du territoire.

La convention cadre proposée priorise plusieurs axes de coopération :

- Transition numérique et artisanat ;
- Promotion de l'artisanat et développement touristique ;
- Valorisation des métiers de l'artisanat et Politique de la Ville ;
- Observation des dynamiques économiques du territoire ;
- Démarche qualité et attractivité du centre-ville.

Cette convention sera signée pour une durée de trois ans et pourra être déclinée et complétée par des conventions thématiques opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention cadre tripartite ;
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2, représentée par son Président, Monsieur Philippe Saurel, dûment habilité par délibération n° XXX du conseil de Métropole du 30 juin 2016.

La Ville de Montpellier, dont le siège est situé 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire, Monsieur Philippe Saurel, dûment habilité par délibération n° XXX du conseil municipal du 22 juin 2016.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA), dont le siège est situé ZAC de Pierrevives 154 rue Bernard Giraudeau 34080 Montpellier, représentée par son Président Claude Lope, ci-après dénommée CMA

Ci-après désignés par les termes « les signataires »,

Préambule :

Montpellier Méditerranée Métropole met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme ambitieux de soutien au développement du secteur numérique au travers du programme Montpellier Métropole Numérique.

Forte de ce programme et en synergie avec l'écosystème local du numérique et de l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a coordonné la rédaction d'un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech.

Ce label a été obtenu en novembre 2014 et il prouve la pertinence du programme Montpellier Métropole Numérique ainsi que l'efficacité de l'écosystème local du numérique et de l'innovation pour accompagner le développement des entreprises.

Depuis de nombreuses années, La Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations

commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier, avec son opérateur la SERM, a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art. représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au **rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art »**, en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la CMA, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

La CMA est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des Métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des Métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes.

Par la reconnaissance de leurs objectifs partagés et de leurs compétences complémentaires, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA décident de renforcer leur collaboration, en mettant en commun leur savoir-faire et leurs compétences au service des entreprises artisanales et du développement du territoire.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA, sur la base d'engagements réciproques, avec pour objectif général de favoriser le développement économique du territoire.

Article 2 : Axes de coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA,

Les axes de coopération sont définis ainsi :

2.1 Transition numérique et artisanat

Dans un contexte de mutations économiques et sociétales engendrées par de nouveaux modes d'interaction et de consommation, les enjeux de la transition numérique sont importants pour les entreprises de l'artisanat.

La CMA sensibilise, prépare et accompagne les chefs d'entreprise dans ces évolutions qui redessinent l'environnement économique. Si la digitalisation promet une meilleure connaissance des clients et de leurs comportements d'achat, c'est la notion de service qui est au cœur de cette révolution digitale. Si l'on dépasse l'image des métiers symboles du numérique (développeurs informatiques, data scientists, chief data officers, web analysts, etc.), pour la plupart réservés aux ingénieurs et dont le recrutement constitue bien-sûr une des premières étapes de la transformation numérique des entreprises, de nouveaux métiers vont voir le jour ou des métiers plus anciens vont être enrichis, comme par exemple dans l'artisanat.

Corollaire de cette évolution, des plates-formes de services vont se développer pour faciliter la localisation du réparateur, du formateur ou du spécialiste de telle ou telle technique (auto, bricolage, culture, domotique, sécurité, santé, etc.). Ces plates-formes permettront d'ailleurs à ces acteurs indépendants de choisir à quel moment et pour quel service ils œuvreront ...

Les besoins d'aujourd'hui et de demain concernent tout l'écosystème : du distributeur à l'installateur, du réparateur au prestataire de service.

Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA étudieront le développement d'actions d'appui aux entreprises artisanales pour intégrer des solutions numériques.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole pourra faciliter la mise en relation des start ups innovantes du BIC avec les entreprises artisanales du territoire afin de faciliter le « virage digital » nécessaire à leur évolution.

Ces mises en relations pourront avoir lieu lors d'événements spécifiques organisés par la CMA ou Montpellier Méditerranée Métropole, en lien notamment avec la dynamique French Tech animée par Montpellier Méditerranée Métropole.

2.2 – Promotion de l'artisanat et développement touristique

La Ville de Montpellier organise chaque année des manifestations à caractère commercial, telles que les Estivales et les Hivernales. La Chambre de métiers et de l'artisanat est associée à la sélection des exposants au sein d'une commission qui examine chaque candidature. Priorité est donnée aux créateurs afin de promouvoir les savoirs faire locaux sur ces manifestations publiques.

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA souhaitent mettre en œuvre un partenariat afin d'organiser à l'horizon 2017 une manifestation dédiée à la promotion de l'artisanat. Cette manifestation, qui pourra reprendre la dénomination « Comédie de l'artisanat », aura comme finalité la présentation au grand public des métiers de l'artisanat au travers d'un marché artisanal mais également de démonstrations, ouverture d'ateliers, présentation des différents métiers et formations.

Depuis trois ans Montpellier accueille le salon OB'ART organisé par Ateliers Art de France. Désireuses de faire de l'artisanat d'art une véritable vitrine des savoir-faire locaux, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent ce salon et souhaitent aller plus loin dans le partenariat avec Ateliers Art de France et les artisans d'art. Considérant

qu'il est primordial que la CMA soit actrice de ce partenariat, des convention(s) thématique(s) relative(s) aux actions en faveur de l'artisanat d'art seront proposées.

Par ailleurs, des actions conjointes entre la Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA pourront être engagées autour :

- de stratégies d'appui à l'implantation d'artisans sur le territoire,
- de développement de dispositifs de soutien aux projets de croissance des artisans,
- d'information (tels que des points d'accueil dédiés à l'artisanat sur le territoire) sur les outils de promotion et d'accompagnement (tels que le FISAC) des artisans.
- d'initiatives autour de l'accès aux marchés publics et de l'allotissement, en lien étroit avec les fédérations et syndicats professionnels.
- d'actions spécifiques autour de la politique agro-écologique et alimentaire animée par Montpellier Méditerranée Métropole, en particulier autour de la promotion des circuits courts et des produits locaux.

La CMA pourra aussi être associée autour de projets innovants ou documents de planification pilotés par Montpellier Méditerranée Métropole (EcoCité, Plan Climat Energie Territorial, etc....).

Enfin, il est proposé qu'une réflexion s'engage avec les professionnels sur le territoire de Montpellier et de sa métropole autour du développement touristique.

Dans ce cadre une réflexion spécifique sera engagée afin que les taxis soient acteur de la promotion économique et touristique du territoire. Ces professionnels sont en effet les ambassadeurs de Montpellier auprès des visiteurs et il peut être proposé la mise en place d'actions telles que des circuits touristiques, visites thématiques en partenariat avec les taxis.

2.3 Valorisation des métiers de l'artisanat et Politique de la Ville

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de sa compétence « insertion par l'économique » favorise l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois ainsi que l'analyse et la prévision des marchés de l'emploi.

Dans ce cadre, la CMA participe aux Rencontres pour l'emploi organisées par Montpellier Méditerranée Métropole, afin de valoriser et promouvoir les métiers de l'artisanat (dont les métiers du bâtiment dont l'éco-construction, de bouche, de service ou d'artisanat d'art) en termes d'insertion professionnelle.

A ce titre des actions spécifiques pourront être engagées en direction des jeunes, en lien étroit avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, la CMA est signataire du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2020 et à ce titre la CMA pourra s'engager aux côtés de la Métropole autour des axes suivants :

- l'organisation partenariale visant à coordonner le développement de l'activité économique et de l'emploi (Podem) en faveur des quartiers prioritaires,
- l'accompagnement coordonné à la création et au développement d'activités dans les quartiers,
- l'expérimentation de formations longues et adaptées des porteurs de projet des quartiers,

- la construction d'un service de gestion centralisée des locaux d'activité,
- la mise en place et au fonctionnement de centres d'affaires des quartiers multi-services,
- la constitution et l'animation de réseaux territoriaux d'entreprises,
- des actions dites Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) afin de rapprocher les habitants des quartiers du monde de l'entreprise.

2.4 Observation des dynamiques économiques du territoire

La CMA propose de travailler à l'élaboration d'un baromètre économique des entreprises artisanales de la Métropole de Montpellier.

Il s'agira notamment d'enrichir l'information sur les effectifs d'emploi dans les parcs d'activités à partir des statistiques du secteur, d'identifier les besoins d'implantation des artisans et l'offre foncière et immobilière dans les communes de la Métropole.

Dans ce cadre, des enquêtes territorialisées auprès des artisans pourront être lancées en co-animation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CMA.

2.5 – démarche qualité et attractivité du centre-ville

Montpellier Méditerranée Métropole a pour ambition d'améliorer l'attractivité de son territoire en facilitant les interventions des artisans auprès des habitants et des entreprises, tout en réduisant l'impact négatif lié à la circulation et au stationnement des véhicules.

Il s'agit d'optimiser les flux des véhicules et de réduire l'impact des transports sur l'environnement et la qualité de vie : réduction de l'encombrement de l'espace public, réduction des gaz à effet de serre et des polluants locaux, réduction des nuisances sonores, etc.

Dans le cadre de la convention « Ville respirable en 5 ans » signée en 2016 entre la Métropole et le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et la Mer, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à restreindre l'accès à l'aire piétonne de la Ville de Montpellier pour n'accueillir que les véhicules les moins polluants. D'ici 2019, la restriction d'accès évoluera dans le temps en fonction de l'évolution du parc de véhicules et des exigences pour l'amélioration de la qualité de l'air.

La Métropole associera la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et la Ville de Montpellier à l'instance de concertation sur la « logistique urbaine » afin d'identifier conjointement des nouvelles propositions d'organisation logistiques permettant de faciliter le travail des artisans et d'atteindre les objectifs de la Convention 'Ville Respirable en 5 ans'. Il s'agira également de réduire les nuisances et de favoriser le développement de l'artisanat sur l'ensemble du territoire métropolitain.

A titre d'exemple, une réflexion sur la position des aires de livraison sera menée, la mise en place d'une maison des artisans avec un espace de stockage pourra être étudiée

Article 3 : Obligations des signataires

Les signataires s'engagent à travailler en étroite collaboration et à communiquer au travers de leurs supports respectifs sur les opérations qui seront menées dans le cadre ce partenariat et à apposer leur logo sur tous les éléments de leur communication institutionnelle.

Montpellier Méditerranée Métropole attend également des partenaires qu'ils participent à la promotion du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, en particulier en lui transmettant les contacts des entreprises ayant manifesté le souhait de trouver de nouveaux locaux ou terrains pour le développement de leurs activités.

Article 4 : Suivi de la convention cadre

4.1 Suivi de la convention cadre

La liste d'actions décrite ci-dessus n'a pas vocation à être exhaustive, et pourra être complétée et déclinée au travers de conventions thématiques (si d'autres opportunités de collaboration se dessinent).

Un comité de pilotage chargé de fixer les priorités, apprécier l'opportunité des « fiches action » et des conventions d'application afférentes et d'intégrer d'éventuelles modifications à la présente Convention cadre se réunira autant que de besoin à la demande de chacune partie et au moins 2 fois par an.

Ce Comité est composé du Président de la Métropole, du Maire de la ville de Montpellier et du Président de la CMA et des personnes dont ils jugeront la présence utile.

Chaque fiche action et/ou convention d'application fera l'objet de comités techniques dont les membres seront nominativement désignés par les parties.

4.2 Mise en œuvre

La mise en œuvre des actions retenues dans la présente convention cadre donne lieu à la rédaction des « fiches action » et des conventions d'application visées ci-dessus. Celles-ci définiront les objectifs et moyens à engager et seront étudiées et validées par les services et comités compétents des parties. Elles définissent éventuellement les modalités en matière de communication et de propriété intellectuelle.

4.3 Evaluation :

Une réunion bilan sera réalisée chaque année afin d'évaluer les actions menées et de définir les conventions thématiques à établir.

Les parties peuvent, individuellement ou ensemble, procéder ou faire procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la présente convention cadre selon des modalités définies librement par une seule des parties ou d'un commun accord. Les conditions de recours à ces évaluations tiennent compte des règles propres applicables à chacune des Parties.

4.4 Confidentialité

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents amenés à être échangés (informations, notes, plaquettes ou power point...) dans la limite des obligations légales et des accords convenus au cas par cas entre elles.

Article 5 : Durée de la convention :

Sous réserve de résiliation à la demande de l'une des parties, la présente Convention cadre est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.

Elle pourra être renouvelée à l'issue de cette période. Toutefois, afin de déterminer les modalités de cet éventuel renouvellement, les parties se réuniront trois mois avant la date d'échéance de la présente convention.

Article 6 : Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font election de domicile en leur siège respectif.

Article 7 : droit applicable et règlement des litiges :

La présente Convention est régie par le droit français.

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

En cinq exemplaires originaux.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Philippe Saurel

Le Maire de la Ville de Montpellier

Philippe Saurel

Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault

Claude Lopez

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mandats spéciaux de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages :

Mission à Heidelberg /

Mission à Chengdu et signature du Mémoire d'entente 2016/2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales, dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et autres relations bilatérales.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Heidelberg du 22 au 25 septembre 2016

L'année 2016 est marquée par le 55^{ème} anniversaire de la relation bilatérale entre Montpellier et Heidelberg, mais également par le 30^{ème} anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg. Depuis l'origine de cet accord, les deux villes n'ont cessé de développer des échanges dans divers thématiques telles que la culture, l'éducation, la mobilité universitaire, l'urbanisme, le tourisme.... A cette occasion, M. Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg, a invité officiellement une délégation de Montpellier à venir célébrer cet événement au mois de septembre prochain.

M. le Maire se rendra donc en Allemagne du 22 au 25 septembre 2016 accompagné de M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, Mme Chantal MARION, Conseillère Municipale et M. Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal.

Ce déplacement sera également l'occasion d'organiser des réunions de travail sur les thématiques du développement économique/innovation (partenariat entre les parcs technologiques), de la coopération énergétique et d'établir un plan des futures actions.

Réciproquement, M. le Maire de Montpellier recevra le Maire de Heidelberg accompagné d'une délégation officielle allemande, à Montpellier, du 4 au 7 octobre prochain.

Mission à Chengdu du 23 octobre au 1^{er} novembre 2016 et signature du Mémorandum d'entente 2016-2020 sur le renforcement des relations trilatérales et de coopérations stratégiques

Les villes de Montpellier et Chengdu (Province du Sichuan-Chine) ont signé en 1981, le premier accord de jumelage entre une ville française et une ville chinoise.

Depuis cette année-là, les échanges n'ont cessé de se développer dans des domaines variés tels que l'économie, l'innovation, le tourisme, la mobilité étudiante, la santé, l'éducation, le sport, la culture...

L'année 2016 marque la célébration du 35^{ème} anniversaire de la relation bilatérale entre les deux villes. M. le Maire de Montpellier a invité une délégation officielle de Chengdu conduite par M. Liangzhi TANG, Maire de la ville jumelle, du 3 au 4 mai dernier afin de célébrer ensemble cet événement ainsi que la participation au FISE World 2016. La signature d'un mémorandum d'entente pour la période 2016-2020 permettra de consolider les relations réciproques entre les deux villes jumelles et Montpellier Méditerranée Métropole en participant à l'attractivité, au rayonnement international et économique des deux Villes jumelles.

Suite à cette première rencontre M. le Maire de Chengdu a invité M. le Maire de Montpellier à se rendre, en Chine, du 22 au 31 octobre 2016 afin de clôturer cette année de 35^{ème} anniversaire de jumelage. Ce déplacement sera aussi l'occasion de participer à la 3^{ème} édition du FISE World China Chengdu, aux 5^{èmes} rencontres Franco-chinoises, à la Foire de l'Ouest, ainsi qu'au Congrès EUPIC (European Union Project Innovation Center), et d'acter le renouvellement de coopération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à M. le Maire, M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, Mme Chantal MARION, Conseillère Municipale et M. Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal un mandat spécial pour un déplacement à Heidelberg du 22 au 25 septembre 2016;
- D'accorder un mandat spécial à M. le Maire pour un déplacement à Chengdu du 23 octobre au 1^{er} novembre 2016;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire sur ces 2 missions,
- De signer le mémorandum d'entente 2016-2020 entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Chengdu sur le renforcement des relations trilatérales et de coopérations stratégiques;
- D'autoriser M. le Maire, M. le Premier Adjoint ou Mme et M. les conseillers municipaux à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



Mémorandum d'entente 2016-2020 entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Chengdu sur le renforcement des Relations Trilatérales et de coopérations stratégiques

Depuis l'établissement officiel du jumelage entre la ville de Montpellier et la ville de Chengdu en 1981, les deux villes ont maintenu des échanges étroits et mené une série de projets d'échange et de coopération mutuellement bénéfiques. La ville de Montpellier, la ville de Chengdu, ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole, suite à plusieurs consultations amicales, souhaitent consolider et développer l'amitié trilatérale au bénéfice des citoyens des trois Parties (Ville de Chengdu, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole) sur les prochains échanges amicaux et les coopérations.

1. ECONOMIE / INNOVATION ET TOURISME

- Encourager les échanges commerciaux en accompagnant les entreprises sur les opportunités d'investissements et l'installation de TPE et PME dans les incubateurs des Parties ;
- Favoriser toutes activités en faveur du développement économique des Parties ;
- Promouvoir les échanges économiques, et touristiques, dans le domaine de l'innovation par le développement de projets communs ainsi que la co-organisation de séminaires;
- Accompagner la formation des salariés par la mise en place de centres de coopération technologique avec les institutions dédiées à l'innovation et les parcs technologiques des Parties.

2. MOBILITE

- Encourager les programmes de mobilité via le programme d'échanges d'étudiants boursiers entre les Parties et celui des salariés de villes jumelles accordés par la ville de Chengdu ainsi que par l'Institut Confucius de Montpellier, afin de renforcer entre les Parties les échanges de personnel et d'étudiants;
- Favoriser la connaissance interculturelle, encourager et promouvoir les échanges de mobilité et d'amitié dans divers domaines.

3. SANTE

- Continuer à développer la coopération dans le domaine de la santé via l'Institut de la Recherche sur les maladies endocriniennes entre Chengdu et Montpellier et l'Institut de la Recherche sur les maladies du vieillissement entre Chengdu et Montpellier ;
- Développer les coopérations étroites dans le domaine de la recherche médicale, des nouvelles technologies médicales et de la biopharmaceutique, ainsi que dans d'autres domaines ;
- Favoriser les échanges d'expertises relatifs aux ressources et compétences médicales des territoires des Parties.

4. EDUCATION

- Approfondir les coopérations dans le domaine de l'éducation.
- Développer la coopération entre l'École primaire « Montpellier » à Chengdu et l'École primaire « Chengdu » à Montpellier ;
- Développer des coopérations relatives aux méthodologies et aux programmes d'enseignement, ainsi qu'aux échanges entre les enseignants et les élèves.

5. SPORT

- Favoriser les échanges et les coopérations dans le domaine sportif dans diverses disciplines, notamment au niveau des sports extrêmes, ...
- Promouvoir les échanges des jeunes footballeurs.

6. CULTURE

- Développer les échanges culturels entre les Parties;
- Promouvoir la co-organisation d'un festival de musique franco-chinois dans la nouvelle zone de Tianfu.

Fait à Montpellier le 3 mai 2016 en trois exemplaires originaux en langue chinoise et en langue française, chacun de ces textes faisant foi.

Ce mémorandum entrera en vigueur à partir de la date de sa signature par les représentants des Parties.

TANG Liangzhi

Maire de la ville de Chengdu,

République populaire de Chine

Philippe SAUREL

Maire de la ville de Montpellier,

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

République française

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier D'Aragon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ce soutien se manifeste de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Certaines associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui ont été auditées en 2015 (délibération n° 2015/344), voient leurs conventions arriver à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes.

Suite au départ de 3 associations, des locaux ont été libérés et ont été proposés à deux associations anglophones pour l'Espace Jacques Premier d'Aragon et à une association italienne à l'Espace Martin Luther King. De plus, la location du local de l'Institut Confucius prenant fin au 1^{er} août 2016, il est proposé de maintenir cette association dans ces locaux.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver les tableaux attributifs ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Pour une durée de 6 mois soit du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016 :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature

Casa Amadis	117 rue des Etats Généraux	9 191 €	35 €	9 156 €
Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Amigos de Europa Centro Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	1335 €	35 €	1 300 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2 383 €	35 €	2 348 €
Institut Confucius	117 rue des Etats Généraux	9360 €	35 €	9 325 €
American Women's Group	117 rue des Etats Généraux	1931 €	35 €	1896 €
British Cultural Association	117 rue des Etats Généraux	1931 €	35 €	1896 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	3 672 €	35 €	3 637 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	3 112 €	35 €	3 077 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	2 405 €	35 €	2370 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €
Association Italia a Due Passi	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le modèle de convention unique de mise à disposition, en annexe de la présente délibération;
- D'approuver les redevances minorées proposées à l'ensemble de ces associations et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 22 juin 2016:

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association

Domiciliée

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Les lieux loués ont une superficie de m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de six mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Loyer et charges

4.1. Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

4.2 - Loyer

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.3 - Charges

Les charges locatives annuelles, sont évaluées à €.

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

Article 5 - Obligations du preneur

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - La tranquillité de l'immeuble

- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est pros crit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorg er les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;

- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritiques ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

Article 6 – Assurances

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour le preneur,

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Véronique DEMON, Claire HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction des Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères; En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 17 décembre 2015 concernant les tarifs 2016 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire. Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur la gratuité pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte du bénéficiaire, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

A cet effet, le tableau joint en annexe décrit le nom du demandeur, la salle et le type de mise à disposition ainsi que le montant valorisable.

Il est donc proposé la mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit, pour le deuxième trimestre 2016, pour 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6820 euros,

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

**Mise à disposition ponctuelle des salles de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela
et de l'Espace Martin Luther King**

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Association des Villes de France à Montpellier	11/03/2016	Présentation du film "Trek aventure dans le Rolwaling au Népal"	Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela	900 €
Institut Universitaire Euro-Méditerranéen Maimonide	6/03/2016	Conférence par le Grand Rabin de France "les Juifs dans la République"		900 €
Association Francophonissimo	Du 21 au 25/03/2016	Exposition photographique et projection d'un film sur le thème du cinéma vietnamien		1 300 €
	18/03/2016	Conférence en partenariat avec "Regards sur le Cinéma Algérien"	Espace Martin Luther King	310 €
Association French American Center	Du 17 au 20/05/2016	Exposition "Arts et de photos" et conférence "La culture anglophone et l'histoire de l'association French American Center"	Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela	1 300 €
Association Eurojeunesse	20/05/2016	Conférence "premier anniversaire de création de l'association"	Espace Martin Luther King	310 €
Association Indigo d'Oc et Labsud	29/06/2016	Exposition et conférence sur la thématique "Design" dans le cadre de la Journée Internationale du design industriel	Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela	900 €
Association "Profession Plagiste"	30/06/2016	Congrès annuel de l'association "48h de la Plige"	Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela	900 €
TOTAL				6 820 €

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Modification des programmes de mobilité : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération 2015/338 du 23 juillet 2015 a validé le renouvellement des programmes de mobilité étudiante, en autorisant la prise en charge des frais de scolarité, le versement de bourse mensuelle ainsi que de frais divers.

La Ville de Montpellier permet donc, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille six jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu et 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade.

La Ville accorde à ces six étudiants :

- le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français,
- Une bourse mensuelle en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Internationales.

Il est proposé d'élargir pour les deux étudiants boursiers des villes de Tibériade et de Bethléem, l'inscription soit en BTS Tourisme soit, selon leur niveau de français, auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers dans l'enseignement supérieur.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem), dans les conditions prévues par la délibération 2015/338 du 23 juillet 2015;

- D'autoriser le paiement des frais d'inscription, pour les 2 étudiants de Bethléem et de Tibériade, des frais liés à l'inscription en BTS Tourisme au lycée Georges Frêche ainsi que la sécurité sociale étudiante ou selon leur niveau de maîtrise du français, auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) dans l'enseignement supérieur comme pour les quatre autres étudiants (Louisville, Chengdu, Heidelberg),
- D'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920);
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Jeunesse et Mobilité Internationale Echange de 2 volontaires en service civique Montpellier/ Fès

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La mobilité internationale est un puissant levier pour favoriser l'autonomie des jeunes et leur insertion professionnelle, par l'acquisition de nouvelles compétences et de savoir-faire.

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ces coopérations à destination de la jeunesse a mis en place avec les villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem et Tibériade, 5 programmes encourageant la mobilité internationale des jeunes étudiants montpelliérains et des villes jumelles.

Dans le cadre de la politique internationale de la Ville (délibération n° 2015/552) et des priorités stratégiques et géographiques notamment par un positionnement fort au sein de la zone euro-méditerranéenne, il a été acté d'étendre ces coopérations à destination de la jeunesse, à une autre ville jumelle, et plus spécifiquement à la Ville de Fès, au Maroc.

Dispositif national, la mise en place d'un service civique permet d'étendre l'offre municipale de mobilité internationale à un jeune montpelliérain et à un jeune fassi non-étudiant, de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, sélectionnés uniquement sur leur motivation, leur expérience, leur investissement et leur culture. Il s'agit d'un engagement volontaire d'une durée de 6 mois ayant pour objectif l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires (culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, ou sports).

La mise en place de ce service civique, dont la Ville de Montpellier a obtenu l'agrément de l'Agence du Service Civique en juillet 2015, permet de répondre à une demande croissante des jeunes, ayant moins d'opportunités de mobilité. Fondé sur le principe de la réciprocité, ce projet permet également d'animer la coopération avec la Ville de Fès et permet de collaborer de manière transversale avec des partenaires locaux.

Le service civique donne lieu à une indemnisation versée directement par l'Etat au volontaire, d'un montant de 467.34 euros mensuel pour le jeune fassi et 507 euros pour le jeune montpelliérain, ainsi que la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ces derniers. L'obligation légale impose aux structures d'accueil et d'envoi, la prise en charge des frais de déplacement et une participation financière aux frais de logement.

La Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier (DCM 2015/532), s'engage à accompagner la Ville dans le recrutement du jeune volontaire montpelliérain et de lui proposer un accompagnement individuel pour la mise en œuvre de son projet d'insertion à son retour de mission.

Réciproquement, il est proposé d'accueillir un jeune marocain, sélectionné par la Ville de Fès, au sein d'une direction de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la mise en place de l'échange de volontaires en service civique entre la Ville Montpellier et la Ville de Fès;
- D'autoriser la prise en charge du déplacement Montpellier/Fès aller-retour pour le jeune montpelliérain;
- D'autoriser le versement d'une bourse mensuelle, au jeune fassi, d'un montant de 250 euros pendant 6 mois qui débutera au second semestre 2016;
- D'imputer les dépenses inhérentes à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention-cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des dépôts et des consignations- Autorisation de signature et approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°12910 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté un projet de convention cadre de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations

Compte tenu de la mise en œuvre du projet de territoire métropolitain et de ses axes stratégiques d'intervention, il est apparu nécessaire de préciser cette convention cadre et de proposer la signature d'un nouveau protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations pour la période 2016 – 2018. Cette nouvelle convention annule et remplace les précédentes. Il est proposé à la Ville de Montpellier, ville-centre de Montpellier Méditerranée Métropole et qui dispose à ce titre d'un rôle-clé dans le développement et la vitalité du pôle métropolitain, d'intégrer ce partenariat.

Montpellier Méditerranée Métropole, forte de ses 31 communes et de plus de 430 000 habitants, contribue avec celle de Toulouse au dynamisme de la nouvelle grande région qui repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement mutuel de ses deux dernières. Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser et préciser les principaux axes et principes de leur partenariat, afin d'en favoriser la cohérence et la durabilité dans une convention cadre de partenariat.

Sur le territoire de la Ville de Montpellier, la présence et la mise en valeur d'équipements de qualité au rayonnement international (comme le parc zoologique de Lunaret) ou la renommée d'équipes sportives, font de la Ville un pôle d'attractivité certain du territoire.

L'ensemble des 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat (Mosson, Celleneuve, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Pas du Loup – Val de Croze, Gély, Figuerolles, Lemasson, Vert-Bois, Aiguelongue, Près d'Arènes et

Pompignane.) se situe sur le territoire de la Ville de Montpellier. A ce titre, la Ville de Montpellier s'engage particulièrement par son action pour l'amélioration du cadre de vie dans ces quartiers prioritaires.

La Ville de Montpellier, collectivité employeur de près de 4 000 agents travaillant sur l'ensemble du territoire communal, dispose également d'un impact certain en termes d'emploi local, et notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

Pour certaines opérations déclinées dans le présent protocole, la Caisse des Dépôts et Consignations étudiera donc le financement d'opérations menées par la Ville de Montpellier, telles que les opérations visant à l'amélioration du cadre de vie ou à la réhabilitation des écoles dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), ou encore la rénovation du parc zoologique du Lunaret.

A cet égard, la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des collectivités territoriales, accompagne leur développement dans le cadre de ses missions d'intérêt général. Elle contribue à l'émergence et à la réalisation de projets d'équipement de dimension locale dans lesquels elle intervient en tant qu'investisseur avisé et via des prêts sur fonds d'épargne.

En fonction des domaines de partenariat développés, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra mobiliser :

- une assistance en ingénierie amont sur les axes prioritaires ;
- un cofinancement des études à mener pour préciser leur faisabilité opérationnelle ;
- un investissement en fonds propres ou un appui à l'économie mixte ;
- des prêts de long terme, pour financer les investissements de la Métropole et de ses satellites.

Les axes de développement retenus s'articulent sur :

- La consolidation de l'économie métropolitaine autour de l'innovation, de la stimulation et du développement des dynamiques des écosystèmes entrepreneuriaux tels que la French Tech, Montpellier Capitale Santé, la Cité intelligente (Smart City), l'Economie Sociale et Solidaire, l'Agro-écologie et l'alimentation, etc....
- Le développement des mobilités multimodales autour du contournement routier, des infrastructures ferroviaires, du prolongement de la 1ère ligne vers la gare TGV et sur le développement de la future ligne 5 de transport en commun en site propre des Pôles d'Echanges Multimodaux, et de la maîtrise de la logistique urbaine et le développement de plateforme de distribution urbaines...
- La promotion d'une métropole d'intérêts culturels, de loisirs et touristiques autour de projets tels que l'implantation du conservatoire sur le site de l'ancienne maternité Saint-Charles, des travaux de rénovation du Zénith et du Corum, la création d'un centre Aqua Ludique sur le secteur de Baillargues ou la construction / rénovation de piscines.
- L'aménagement d'une métropole vertueuse et durable par le développement des projets d'énergies renouvelables sur le territoire, et en particulier sur celui de l'EcoCité : mobilisation de la biomasse bois énergie pour le chauffage, le rafraîchissement urbain et la cogénération, développement de la géothermie ou du solaire photovoltaïque, associé à l'enjeu de récupération de la chaleur fatale ;

Par le développement d'Eco Quartiers et d'ilots urbains démonstrateurs composant les quartiers à aménager. Par la réhabilitation du patrimoine locatif social, la rénovation thermique des copropriétés privées constituées construites durant les trente glorieuses (1945-1975), en adaptant le cadre bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.

Enfin par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation.

- Le principe d'une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement, en lien avec le Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015 – 2020, le Programme National de Renouvellement Urbain ou plus largement la politique de l'habitat métropolitaine avec une action volontaire sur le parc social.

Afin de conduire ce partenariat, il sera constitué un comité de pilotage composé du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant, du Maire de la Ville de Montpellier ou de son représentant, et du Directeur Régional de la Caisse des Dépôts ou de son représentant et se réunira autant que de besoin et au moins deux fois par an afin :

- De fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques ;
- D'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques composés des techniciens de la Métropole et de la Caisse des Dépôts, et le cas échéant de techniciens de la Ville de Montpellier suivront la réalisation des actions décidées.

Le suivi sera effectué par conventions et contrats d'application de la présente convention à travers l'identification d'actions affinées de coopération.

Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

Par délibération n°13815 du 26 mai 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté ce projet de convention cadre de partenariat avec la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver à son tour le projet de protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le présent protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



PROTOCOLE DE PARTENARIAT 2016-2018

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, ayant son siège, 50, place Zeus, 34 961 Montpellier Cedex 2, représentée par son Président, Philippe SAUREL habilité aux fins de signer les présentes

Ci-après désignée « **la métropole** »

ET

La Ville de Montpellier, ayant son siège 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire, Philippe SAUREL, habilité aux fins de signer les présentes,

Ci-après désignée par « **la Ville de Montpellier** »

D'UNE PART

ET

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille à Paris (75007), représentée par son directeur général, Monsieur Pierre-René LEMAS, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après désignée « **la CDC** »,

D'AUTRE PART

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »

PREAMBULE

Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole, forte de ses 31 communes et de plus de 440 000 habitants, a décidé de relever les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015 a amorcé une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

La Métropole de Montpellier contribue avec celle Toulouse au dynamisme de la nouvelle grande région qui repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement mutuel de ses deux Métropoles.

Elles sont en effet les foyers du développement économique, universitaire, de la recherche, mais aussi culturel, urbain et touristique de leur nouveau grand territoire.

En ce sens, les politiques publiques développées par la Métropole, les entreprises et les établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional si les infrastructures nécessaires permettent d'accompagner leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

Cette volonté de consolider les mises en réseaux et les synergies, caractérise les coopérations que Montpellier Méditerranée Métropole a engagé avec les villes et les EPCI des territoires voisins, notamment au sein de la Conférence des Territoires, ainsi qu'avec Toulouse Métropole ou d'autres métropoles à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers stratégiques de développement incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence et de sa région :

- **La Santé, la métropole du bien-vivre**
- **Le Numérique, la métropole intelligente**
- **Les Transports et la Mobilité, la métropole interconnectée**
- **Le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie, la métropole désirée**
- **L'Agro-écologie et l'Alimentation, la métropole durable**
- **Le Commerce et l'Artisanat, la métropole de proximité**
- **La Culture, le Patrimoine et l'Université, la métropole radieuse**

et un axe transversal : **Développement social, Egalité des chances et Citoyenneté.**

La Ville de Montpellier

Ville-centre de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier dispose d'un rôle-clé dans le développement et la vitalité du pôle métropolitain.

La présence et la mise en valeur d'équipements de qualité au rayonnement international (comme le parc zoologique de Lunaret) ou la renommée sportive d'équipes implantées

sur le territoire de la Ville, font de la Ville de Montpellier un pôle d'attractivité certain du territoire.

L'ensemble des 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat (Mosson, Celleneuve, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Pas du Loup – Val de Croze, Gély, Figuerolles, Lemasson, Vert-Bois, Aiguelongue, Près d'Arènes et Pompignane.) se situe sur le territoire de la Ville de Montpellier. A ce titre, la Ville de Montpellier s'engage particulièrement par son action pour l'amélioration du cadre de vie dans ces quartiers prioritaires.

La Ville de Montpellier, collectivité employeur de près de 4 000 agents travaillant sur l'ensemble du territoire communal, dispose également d'un impact certain en termes d'emploi local, et notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

La Caisse des dépôts est un établissement public financier au service de l'intérêt général et du développement économique des territoires. L'article L 518-2 alinéa 1° du Code monétaire et financier, fixant ses statuts, dispose ainsi que la **CDC et ses filiales** « constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du Pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'état et les collectivités territoriales et peut exercer des activités concurrentielles ».

Les missions confiées à la Caisse de dépôts par les pouvoirs publics en font historiquement :

- **un gestionnaire de confiance de l'épargne réglementée** (Livret A en particulier) que la CDC transforme en emplois longs (logement social, structures sociales et médico-sociales, établissements sanitaires, infrastructures durables dans le domaine des transports, universités et les investissements des collectivités locales) ;
- **un opérateur bancaire des organismes d'intérêt général** assurant des prestations au profit de nombreuses entités (société d'économie mixte, organismes de logements sociaux, établissements publics...). Au titre de cette mission, la CDC est également **partenaire du service public de la justice** en assurant la gestion des fonds des tiers déposés chez les notaires et plus généralement des professions juridiques et réglementées (huissiers de justice, administrateurs, mandataires...) ;
- **un opérateur de retraite d'un pensionné sur 5 en France** (40 fonds dont la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales-CNRACL, retraite complémentaire des contractuels de droit public-IRCANTEC) ;
- **un acteur du développement économique local et national** en réalisant, en soutien des politiques publiques, des co-investissements en fonds propres avec des acteurs publics et privés.

Enfin la Caisse des dépôts est un **acteur de premier plan de l'économie sociale et solidaire** en tant que :

- gestionnaire sous mandat de l'Etat du fonds de cohésion sociale
- sponsor (fonctionnement ou abondement de fonds de prêts d'honneur) des structures liées à l'économie sociale et solidaire.

L'ensemble des missions visées ci-dessus se situe

- dans une **dynamique de transitions** pour accompagner les grandes évolutions économiques et sociétales du pays :

- transition **territoriale**,
- transition **énergétique et écologique**
- transition **numérique**
- transition **démographique**

- au sein d'**orientations stratégiques** :

- le logement et la politique de la ville
- les universités et l'économie de la connaissance
- l'économie, l'entreprise et l'emploi
- le développement durable et les énergies renouvelables.
- le vieillissement
- le tourisme

- et d'une **vision de groupe**, qui s'exprime au travers de réponses cohérentes aux priorités des territoires dans leur quête de compétitivité.

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser et préciser les principaux axes et principes de leur partenariat afin de consolider ses effets et de garantir leurs cohérence et leur durabilité.

A cet égard, la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des collectivités territoriales, est un acteur majeur qui peut accompagner le développement de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, dans le cadre de leurs missions d'intérêt général.

ARTICLE 1° : CADRE ET OBJET DU PARTENARIAT ENTRE LES PARTIES :

Compte tenu de leurs priorités, la métropole et la CDC ont convenu de décliner leurs objectifs partagés autour des axes suivants :

- La consolidation de l'économie métropolitaine ;
- Le développement des mobilités multimodales ;
- La promotion d'une métropole d'intérêts culturels et de loisir ;
- L'aménagement d'une métropole vertueuse et durable ;
- Le principe d'une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement.

L'objet du présent Protocole est d'identifier, en déclinaison de ces axes, les projets de la métropole sur lesquels les Parties s'engagent à coopérer, dans le respect de leurs règles de fonctionnement et de décision respectives, afin de permettre aux élus de répondre aux enjeux de leur territoire en termes de développement et de rayonnement.

ARTICLE 2 : LES PROJETS SUR CHACUN DES 5 AXES :

Axe 1 - La consolidation de l'économie métropolitaine

En matière de développement économique et d'emploi, la Métropole de Montpellier Méditerranée accompagne l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, en développant une chaîne immobilière complète dédiée à l'innovation depuis le Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale (4ème meilleur incubateur au monde selon UBI Global, 5 000m² pour 70 entreprises innovantes sur le Cap Omega et 3500m² pour 40 entreprises sur Cap Alpha), puis les hôtels d'entreprises (20 000m² pour 100 entreprises) et les zones d'activités (3000 hectares de zones communautaires et communales).

Au-delà de l'attention portée aux filières d'excellence et à l'emploi, la Métropole de Montpellier innove, année après année. Notamment, lors de la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique qui a permis en 2014 l'obtention du label French Tech illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

1. Structuration de l'action économique, soutien aux acteurs et accompagnement de l'immobilier :

Montpellier Méditerranée Métropole crée les conditions et suscite l'émergence ainsi que le développement de projets économiques, offre des services et des outils aux acteurs économiques, favorise l'accès à l'emploi des habitants et enfin valorise les atouts et les potentiels du territoire.

La Métropole met en place une démarche innovante afin **de mobiliser et dynamiser des écosystèmes économiques**, pour construire une vision commune et des plans d'actions économiques partagés avec les acteurs publics et privés du territoire. Pour cela des grands projets économiques sont mis en œuvre progressivement dans les domaines du **Numérique, de la Santé, du Tourisme, de la Politique Agricole et Alimentaire, de la Cité intelligente etc.**

Pour cela elle se dote de conseils composés d'acteurs représentatifs de l'écosystème (entreprises, financeurs, institutions et pouvoirs publics), véritables outils de gouvernance, qui co-construisent une vision partagée et mettent en œuvre une feuille de route économique favorisant le développement économique des entreprises locales. Cette méthodologie, initiée avec le projet French Tech, est progressivement dupliquée à l'ensemble des écosystèmes économiques afin d'accroître **la notoriété et la visibilité** du territoire sur le plan **national et international**, attirant ainsi également de nouvelles entreprises performantes. Dans ce cadre la Métropole a souhaité une étroite association de la CDC à ces organes de gouvernance.

Par ailleurs, la Métropole et la CDC soutiennent les pôles de compétitivité et clusters d'entreprises pour mobiliser les facteurs clefs de la compétitivité au premier rang desquels figure la capacité d'innovation, et pour développer la croissance et l'emploi sur les marchés porteurs. Elles soutiennent également les acteurs de la création et du développement des entreprises au rang desquels figurent par exemple la plateforme d'initiative locale de Montpellier Pic saint Loup, la Boutique de Gestion et le dispositif Cités Lab, l'Adie.

2. La French Tech :

Dans le cadre de la labellisation French Tech de Montpellier, un bâtiment totem hébergeant des entreprises innovantes doit être construit dans les années à venir.

Dans l'attente de ce nouveau bâtiment, l'Ancien hôtel de Ville de Montpellier, a été désigné comme lieu préfigurateur. 3600m² seront dédiés à l'installation d'entreprises de la French Tech et un espace d'animation avec mobiliers, sera mis à disposition au rez-de-chaussée dans le cadre d'un appel à projet. La proposition du lauréat devra répondre aux enjeux de ce lieu à savoir : animer un lieu précurseur, adapté aux nouvelles formes de travail, permettant les échanges et la collaboration entre les acteurs de la French Tech. Des fonctions de coworking, de showroom, de convivialité, ainsi que la création d'évènements à destination aussi bien des entreprises de la French Tech que des étudiants ou du grands publics devront être développées.

Pour sélectionner le lauréat, un jury composé de différents acteurs du développement économique local sera mis en place. A ce titre, de part son expertise dans l'accompagnement à la création et au financement d'espace d'animation pour les entreprises, il est proposé à la Caisse de Dépôt et Consignation de participer au jury de sélection du Lauréat qui aura la gestion de l'espace d'animation French Tech.

3. La Smart City :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 5 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ».

Avec l'émergence du numérique comme pratique quotidienne des habitants dans l'usage de l'espace, une évolution significative se fait dans la manière de penser les villes et sa complexité. Cette montée en puissance du numérique correspond à l'entrée massive des acteurs mondiaux face auxquels il convient d'affirmer fortement la souveraineté de la métropole. Dans ce contexte, faire converger les données pour imaginer la ville durable de demain à travers les usages du numérique constitue l'essence même de la démarche globale de la Cité intelligente dont l'objet est d'inventer de nouveaux services, grâce à la mise à disposition de données décloisonnées et de stimuler la croissance économique par l'innovation. L'innovation prend ainsi sens dans un contexte urbain dont la finalité est d'apporter une amélioration sensible dans la manière d'aménager, de gérer et d'utiliser la ville. Elle porte non seulement sur la manière de déployer les nouvelles technologies au profit des collectivités, sur les technologies elles-mêmes mais aussi sur de nouvelles formes de gouvernance publique/ privée, le décloisonnement entre les métiers, des méthodologies d'implication des citoyens usagers et d'encouragement à leur changement de pratiques.

Plus particulièrement, la Métropole prend en compte l'ensemble de la chaîne de valeur, de la captation de la donnée jusqu'au développement de services urbains innovants, que ce soit des services urbains innovants soit directement maîtrisés par la collectivité (régie, prestations, DSP...), soit initiés ou accompagnés par elle ou bien développés grâce à la mise à disposition des données. Elle veille également à ce que ce projet multisectoriel s'ouvre au plus d'acteurs possibles avec une organisation collaborative et ouverte dédiée intégrant des différents métiers urbains.

Les services à développer répondent aux enjeux des transports et de la mobilité, de la gestion de l'espace public, des risques et de la sécurité, du développement touristique, des smart grids, des évolutions démographiques, de la participation citoyenne et du développement économique, voire de la culture et des loisirs, l'eau et l'hydraulique, la

mobilité et les déplacements, le commerce et la ville, avec de nouvelles formes de distribution commerciale, le rapport Ville - Nature et la biodiversité : étangs, agriculture périurbaine, agri parcs..., la performance énergétique et les ressources, la distribution d'énergie avec une approche méditerranéenne de la ville à bas carbone, de la performance énergétique et du confort thermique, une ville durablement solidaire : usages collectifs et services urbains.

La Cité intelligente est une action qui bénéficiera du soutien du PIA dans le cadre de la 2ème tranche de l'EcoCité « Ville de demain ».

En outre, la Métropole participe à deux groupes de travail initiés par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC).

Le premier groupe de travail se concrétise sous forme d'étude sur les enjeux des données de l'énergie. Cette étude aura pour objectif de donner des clés de compréhension et d'action sur le sujet des données de l'énergie, permettant de mieux se positionner stratégiquement vis-à-vis des enjeux et acteurs de l'écosystème et d'identifier des pistes d'actions opérationnelles avec comme ambitions la recherche d'un positionnement visant l'intérêt général et les meilleurs leviers pour la transition énergétique et écologique.

La deuxième démarche commune porte sur les enjeux autour des données de mobilité. Elle réunit les métropoles qui doivent adopter un positionnement stratégique vis-à-vis des acteurs mondiaux, les GAFA.

Enfin, la CDC apporte son expertise et son soutien au projet de Smart City de la Métropole, notamment sur ses volets liés au développement économique.

4. Structuration d'un projet autour des thématiques bien vieillir et autonomie

Sur le territoire de la métropole, deux projets d'envergure se développent autour de la question du bien vieillir et de l'autonomie.

1- La place des seniors au sein du quartier « Eureka ! » à Castelnau-le-Lez

Véritable quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle de logements, de bureaux, de commerces et d'activités, le quartier « Eureka ! » offrira des services nouveaux dédiés à la population senior et à la problématique du « bien-vieillir ».

Des réflexions ont été menées sur la question du vieillissement pour concevoir le nouveau quartier comme un lieu de vie offrant l'ensemble des aménités nécessaires au « bien-vieillir ». Trois grands objectifs ont été fixés et des mesures proposées pour chacun d'eux :

- favoriser le maintien des seniors à domicile en mettant en place une offre de services dédiés (équipements, transports publics, services connectés, logements adaptés ou adaptables),
- encourager leur participation à la vie sociale en offrant un cadre de vie adapté et en favorisant les échanges intergénérationnels à l'échelle de l'immeuble (animation résidentielle) ou du quartier (réseau social de proximité, activités...),
- agir pour leur santé en favorisant l'implantation dans le quartier des acteurs économiques investis dans cette filière du vieillissement (hôtel d'entreprise « Silver Economy »).

2- Le Pôle Autonomie Santé (PAS) de Lattes et le réseau régional mutualisé de Living Labs

Le Pôle Autonomie Santé existe depuis 7 ans à travers l'ETAPE, service reconnu et qui a su construire un réseau de partenaires et collaborer avec des acteurs régionaux pour se développer.

Fort de son expertise terrain sur les usages et retour d'usages à domicile des aides techniques et de son réseau d'usagers et de leurs aidants familiaux ou professionnels, l'Etape a mis en place en 2014 un nouveau service dédié à l'innovation collaborative construit sur le modèle du « living lab ». Elle a déjà accompagné un grand groupe et des start-ups.

Associé à Kyomed (Montpellier) et à l'Institut Méditerranéen des Métiers de la Longévité I2ML (Nîmes) au sein d'une « plateforme régionale des living-labs en santé et autonomie », ce living-lab des usages et usagers à domicile a pour ambition de contribuer à la fois au développement économique régional mais également à l'émergence d'une communauté citoyenne des usagers en faveur de l'autonomie et pour le maintien à domicile.

La commune de Lattes a la volonté de créer un équipement public, permettant le développement de l'ETAPE à plus grande échelle, ainsi que des espaces de démonstrations de solutions développées par des industriels.

Le partenariat avec la CDC pourrait permettre la réalisation d'une étude conjointe à l'échelle du pôle métropolitain sur cette thématique santé et autonomie. Suite à l'étude la CDC pourrait éventuellement intervenir directement sur le projet ainsi défini.

5. Le soutien au développement de l'économie sociale et solidaire

Montpellier méditerranée Métropole s'engage à soutenir, accompagner et valoriser le modèle entrepreneurial de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ainsi que les initiatives de ses acteurs sur son territoire.

A cet effet, la Métropole apporte son soutien aux réseaux et acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire sur son territoire tels que la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, l'Union Régionale des SCOP ou la Fédération Régionale des Entreprises d'Insertion.

Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'émergence d'entreprises d'utilité sociale et environnementale sur son territoire et soutient des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, qui œuvrent en faveur de la création et de la reprise d'entreprise telle que l'AIRDIE ou l'ADIE.

La Caisse des Dépôts et Consignations est un acteur majeur du financement de l'Economie Sociale et Solidaire, enjeu fondamental de cohésion territoriale et sociale. Elle apporte son soutien aux différents réseaux de soutien à la création d'entreprise ou de financement de l'ESS.

Au titre du présent protocole de partenariat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations étudieront conjointement et pourront accompagner des projets de développement de l'ESS sur le territoire.

6. L'accompagnement au développement de la filière agroalimentaire, des services à l'agriculture et des pratiques agro-écologiques

L'Agro-écologie et l'alimentation constituent un des sept piliers du projet de Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui s'articule autour de différents axes tels que : favoriser l'approvisionnement local de la ville, en privilégiant les circuits alimentaires de proximité, soutenir les entreprises, en amont et aval de la filière, construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets intégrés ou mobiliser du foncier en faveur de l'agriculture.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a inscrit le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier comme un acteur moteur de sa politique agro-écologique et alimentaire

qui constitue un des outils majeurs pour une action publique volontaire de développement durable.

La volonté de la Métropole est d'accompagner le renforcement du MIN et d'engager son évolution vers la création d'un Pôle « Alimentation Méditerranéenne durable ».

La modernisation du MIN de Montpellier, à travers la réalisation d'un pavillon des grossistes et d'une Halle producteurs, et son organisation autour d'une plateforme logistique urbaine favorisant la massification des flux et le développement de circuits courts mieux organisés, entre le port de Sète, la plaine maraîchère de Mauguio-Lunel et les pôles commerciaux métropolitains, constitue un des enjeux majeurs des piliers métropolitains stratégiques que sont l'« agro-écologie et l'alimentation » et l'organisation des transports.

La Caisse des Dépôts et Consignations pourra accompagner la Métropole en ce sens, et cofinancer notamment des études de définition visant à définir un schéma stratégique de développement du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier. En fonctions des orientations prises, elle étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la métropole et ses satellites ou la possibilité d'intervenir en fonds propres dans le cadre d'un montage investisseur.

Plus globalement, Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations pourront étudier et accompagner l'émergence de projets de coopération intégrés autour de l'agro-écologie, porteurs d'un développement local durable.

7. Le portage immobilier

La demande des entreprises et des institutions en matière d'immobilier tertiaire est confirmée sur le territoire métropolitain.

Le marché privé permet de constituer une offre nouvelle, produite suivant un rythme relativement stable d'environ 30 à 40 000 m² par an et, compte tenu de la fluidité du marché de l'occasion, de placer environ 70 000 m² par an, le stock en immobilier d'entreprises restant à un niveau jugé faible par les observateurs.

Toutefois, les investisseurs ne répondent pas toujours à la demande des entreprises et des institutions, notamment quant à la diversité des produits immobiliers, à l'amplitude des valeurs locatives proposées et à l'anticipation des besoins pour assurer la réactivité nécessaire face aux demandes des entreprises.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM souhaitent engager une étude sur l'opportunité de création d'une société patrimoniale de portage immobilier suivant des modalités qui restent à définir.

Elles souhaitent associer la Caisse des dépôts et Consignations aux réflexions qui pourront être menées dans ce cadre.

8. La structuration de l'écosystème dans le cadre de la stratégie nationale French Tech,

la création d'un hôtel d'entreprises-cluster dédié, la couverture de l'ensemble du territoire au haut débit pour effacer la fracture numérique et le développement du très Haut débit, le soutien à la métropole intelligente, avec des services innovants et décloisonnés à la population, en faisant du territoire un living lab de référence, laboratoire de la ville de demain, en phase avec l'évolution des modes de vie, de travail, de consommation ...

Axe 2 - Le développement des mobilités multimodales

9. Le soutien à la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP)

La réalisation du dernier chaînon manquant de la ligne à grande vitesse entre Nîmes et Perpignan est intégrée par l'Europe dans les réseaux transeuropéens prioritaires RTE-T. Il est également stratégique au plan régional car le doublet de ligne qu'il constitue avec la ligne ferrée historique, permet de multiplier les sillons porteurs du développement des trains intercités et régionaux, mais aussi du fret ferroviaire.

Cette multiplication des sillons d'exploitation sur un réseau ferré aujourd'hui saturé, permet d'alléger d'autant les mouvements pendulaires sur le réseau routier et de favoriser ainsi la transition énergétique tout répondant à la demande croissante en matière de mobilité. La réalisation de ces lignes est ainsi un élément essentiel au développement économique et touristique de la Région et de la Métropole.

L'ensemble formé par la ligne ferrée historique, le CNM et le réseau de TCSP urbain, constitue le socle du « réseau armature » du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole, établi en concertation avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités, mais aussi de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et de son Plan Climat Énergie Territorial (PCET) qui le consolident en orientant les développements urbains en cohérence avec ce schéma global des mobilités.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole a confirmé de manière constante son engagement, au côté de l'Etat, de la Région et des d'autres collectivités territoriales, à soutenir le contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en cours de réalisation, et aujourd'hui la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) sans laquelle le CNM et la gare TGV de la Mogère ne peuvent pleinement produire leurs effets.

Après des études approfondies, menées par SNCF-R en concertation avec les acteurs locaux, le tracé de la LNMP a été arrêté par le Ministre des Transports le 29 janvier 2016, sur la base des propositions du Comité de Pilotage constitué par les partenaires co-financeurs des études dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole. Ces mêmes partenaires ont décidé de prolonger leurs engagements par le financement des dossiers de demande d'autorisation administrative et des acquisitions foncières de la LNMP.

L'Etat s'est engagé à soumettre ce dossier à enquête publique au plus tard durant l'hiver 2016-2017.

La CDC étudiera le financement à taux bonifié des contributions apportées par la métropole.

10. L'aménagement des pôles d'échanges multimodaux (PEM)

Les "effets de levier" de ces infrastructures ferrées sont assurés par les Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) sur lesquels sont développés les principaux pôles urbains de la Métropole, conformément aux orientations stratégiques de son SCoT.

Ainsi, après la restructuration complète du PEM de la Gare Montpellier St Roch, c'est la réalisation du PEM de la gare nouvelle de la Mogère qui est engagée dans le cadre du CNM. Parallèlement, la première phase du PEM de la gare de Baillargues a été réalisée grâce à un large accord de cofinancement auquel Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée. Cette porte d'entrée de la Métropole, qui permet le trajet en trains régionaux en 7 mn vers le centre-ville de Montpellier, va connaître une seconde phase d'investissement.

Montpellier Méditerranée Métropole co-finance l'ensemble de ces PEM au côté de ses partenaires, Etat, SNCF-Région et autres collectivités territoriales.

La CDC étudiera le financement à taux bonifié des contributions de Montpellier Méditerranée Métropole à ces grandes opérations d'infrastructures et/ou la possibilité d'intervenir en fonds propres dans le cadre d'un montage investisseur.

11. L'évolution du réseau de TCSP urbain :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé l'élaboration de son schéma directeur des mobilités qui doit s'achever fin 2016, début 2017, pour tenir compte notamment des impacts de ces investissements sur le réseau ferré, et pour mettre en perspective l'après « tout tramway ».

Le réseau de TCSP doit se parachever avec la réalisation, en cours de travaux, du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway de Montpellier permettant la diamétralisation de l'ensemble des lignes pour constituer ainsi un véritable réseau de tramway.

Il doit se poursuivre par le prolongement de la ligne 1 de tramway jusqu'au PEM de la gare nouvelle de la Mogère pour faciliter les navettes avec la gare St Roch.

Il sera complété par une ligne 5 de TCSP, dont les études vont être engagées, en concertation, sur la base d'un tracé plus adapté au tracé initial et suivant un mode de transport qui reste à préciser.

Par ailleurs, dans le cadre des orientations du Schéma directeur des Mobilités, de nouvelles lignes de bus, voire de BHNS, vont être mises à l'étude et en réalisation pour mieux desservir les pôles d'activités économiques, certains quartiers et le grand périurbain.

Une subvention de 5,6 M€ à la réalisation du bouclage de la ligne 4 est apportée par la CDC au titre de la convention Ecocité / PIA.

La CDC étudiera le financement à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

12. La mise en œuvre de solution d'interopérabilité sur les transports (EMMA)

Cela passe par le déploiement d'une carte de vie quotidienne à l'échelle de la Métropole. Il s'agit d'une innovation majeure au service des habitants de la métropole montpelliéraine, qui associera sur une carte, les transports et des services à la population.

L'objectif principal de ce projet est d'offrir aux citoyens sur le territoire de la Métropole un bouquet de services publics locaux facilement accessibles.

Il s'agit de simplifier l'accès aux services pour les usagers quel que soit le support (cartes EMMA, Pass Métropole, Pass tourisme).

Une subvention de 1,4 M€ a été apportée par le Fonds Ville de Demain géré par la CDC au titre de la convention Ecocité / PIA Phase 1.

Une seconde phase de déploiement du dispositif EMMA doit être engagée.

13. Le contournement routier de Montpellier

L'achèvement du système de contournement routier dont Montpellier est encore dépourvue, est la seconde pièce maîtresse du réseau armature du PDU de la Métropole.

Le déplacement de l'A9 ouvre en effet enfin la possibilité d'assurer la continuité d'itinéraire en boucle autour de la ville et entre les autoroutes A9 et A750.

En libérant les communes et les quartiers urbains de la circulation de transit, ce contournement permet de réaffecter l'espace public en faveur des autres modes de déplacement : covoiturage, autopartage, VAE, pistes cyclables, fret urbain mutualisé et décarbonné...

Le CPER a prévu que l'achèvement du contournement de Montpellier se poursuive en priorité par la réalisation indispensable du Contournement Ouest de Montpellier (COM) et de la déviation de la RN 113 (au droit de St Brès et de Baillargues).

Montpellier Méditerranée Métropole participe au financement du COM et de la déviation de la RN 133, tous deux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat.

Toutefois, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que, d'une part montants inscrits au CPER par l'Etat et la Région pour ces deux infrastructures soient complétés par d'autres financements à identifier par l'Etat, maître d'ouvrage de ces axes routiers et, d'autre part, que la réalisation de la Déviation Est de Montpellier (DEM), soit elle aussi être engagée, bien qu'elle n'ait pas été intégrée au CPER.

C'est pourquoi, si les autres collectivités le décident, Montpellier Méditerranée Métropole est prête à soutenir elle aussi la réalisation de la DEM.

La CDC étudiera le financement à taux bonifié des contributions de Montpellier Méditerranée Métropole à ces grandes opérations d'infrastructures et/ou la possibilité d'intervenir en fonds propres dans le cadre d'un montage investisseur.

Axe 3- La promotion d'une métropole d'intérêts culturels et de loisir

14. Le développement de l'offre de sites et d'équipements

- Rénovation du Parc Zoologique du Lunaret (projet de compétence Ville de Montpellier)

Le site du Lunaret, riche d'une biodiversité exceptionnelle, et offrant des services à la population à fort rayonnement, dont le parc zoologique qui constitue l'un des sites touristiques et de loisir les plus fréquentés au plan régional, nécessite qu'un important programme d'aménagement soit mis en œuvre pour assurer sa protection, sa mise en valeur et son accessibilité dans des conditions maîtrisées.

La CDC étudiera le financement à long terme des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la ville ainsi que des éventuelles contributions apportées par la Métropole.

- Implantation du conservatoire sur le site de l'ancienne maternité Saint-Charles

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional, ainsi que l'aménagement des espaces publics y afférents. L'objectif recherché par Montpellier Méditerranée Métropole est de réunir sur un site les activités du CRR en terme de danse, musique et diffusion, de développer les nouvelles activités nécessaires pour le maintien du label CRR, ainsi que d'aménager un espace public de qualité pour le quartier.

Il s'agit en outre d'affirmer cet établissement culturel majeur comme un équipement structurant du territoire, en développant son rayonnement et son attractivité non seulement

par la qualité des aménagements proposés et le développement de nouvelles disciplines, mais aussi en augmentant sa capacité d'accueil de 1 400 actuellement jusqu'à 2 500 sur l'ensemble des cycles.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez

D'une surface hors œuvre nette (SHON) de 1 100 m², soit près du double de l'ancien établissement, la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public.

Ce nouvel équipement sera exemplaire en matière environnementale. Il s'inscrira dans une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE), avec la recherche d'une labellisation Bâtiment à Energie POSitive (BEPOS), une première au plan national pour un bâtiment de cet usage.

Par cette exemplarité environnementale et par une augmentation substantielle de ses surfaces, cet établissement qui s'inscrit dans un réseau de 13 médiathèques métropolitaines, sera un vecteur important de rayonnement et d'attractivité territoriale.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Travaux de rénovation du Zénith de Montpellier

Une première tranche de travaux de rénovation du Zénith a été décidée pour répondre à l'ensemble des exigences réglementaires et offrir un accueil sans discrimination aux personnes en situation de handicap, en vue notamment de sa conformité à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui a consolidé et ancré la politique d'accessibilité.

L'objectif de ces travaux de rénovation est de maintenir et développer l'attractivité de cet équipement de spectacle de premier plan, reconnu dans le Sud de la France.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Travaux de rénovation du Corum à Montpellier

Une première tranche de travaux de rénovation du Corum a été décidée pour pallier notamment les dommages à l'origine de fuites d'eau importantes observées à l'intérieur de l'équipement, en provenance des couvertures et des parois verticales.

Cette démarche est fondamentale pour maintenir et développer l'attractivité de cet équipement majeur du territoire, situé au tout premier rang des palais des Congrès au plan national, et reconnu pour ses qualités acoustiques lors de l'organisation de spectacles musicaux.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Création d'un centre Aqua ludique sur le secteur de Baillargues

Dans le cadre de sa compétence sportive, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager la réalisation du Parc Multi-glisse Gérard BRUYERE sur la commune de BAILLARGUES. Ce projet initié par la Ville de BAILLARGUES prend tout son sens communautaire par la pratique sportive auquel il répond : le Wakeboard, discipline sportive en pleine croissance et dont le territoire Métropolitain est terre d'athlètes de haut niveau et par sa destination d'apprentissage, ludique et sportive envers un large public.

L'objectif recherché par Montpellier Méditerranée Métropole est de créer un site dédié à la pratique de la glisse pour tous, vecteur de cohésion sociale en y associant des aménagements pour la pratique du jogging, du roller ou simplement de la marche et de la promenade.

Il s'agit en outre d'affirmer cet établissement sportif comme un équipement structurant du territoire, en développant son rayonnement et son attractivité non seulement par la qualité des aménagements proposés et le développement de nouvelles disciplines, mais aussi sur un plan économique et touristique.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès

Dans le cadre de ses compétences sportives : l'apprentissage de la natation scolaire, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit les réalisations d'équipements nautiques avec une 14^{ème} piscine à Saint Brès. Cette piscine permettra de couvrir le secteur est du territoire de la Métropole actuellement dépourvu d'une telle installation. Cette piscine profitera aux scolaires pour leur apprentissage à la natation en limitant les temps de déplacement mais également au plus grand nombre avec le public et les associations.

L'objectif recherché par Montpellier Méditerranée Métropole est de compléter son réseau des piscines et de permettre à l'ensemble des classes du cycle 2 des écoles de la Métropole d'accéder à l'apprentissage de la natation scolaire dans les meilleures conditions possible et de maintenir l'accès des piscines au plus large public et de favoriser le développement des activités nautiques amateurs et de haut niveau.

Cette réalisation s'inscrira dans une démarche d'économie en consommation d'eau et d'énergie, une chaufferie bois y sera installée. Un effort particulier sur le traitement thermique sera réalisé.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

➤ Réhabilitation du réseau des piscines

Montpellier Méditerranée Métropole s'est doté d'un réseau de 13 piscines. Avec une fréquentation annuelle de plus d'1 Million d'usagers, les piscines de Montpellier Méditerranée

Métropole justifient pleinement de leur existence. Aujourd'hui certains établissements nautiques nécessitent une réhabilitation pour répondre aux normes, aux pratiques et aux fonctionnements actuels

L'objectif recherché par Montpellier Méditerranée Métropole est de maintenir ses équipements pour permettre de poursuivre l'apprentissage de la natation scolaire à l'ensemble des classes du cycle 2 des écoles de la Métropole, de maintenir l'accès des piscines au plus large public et de favoriser le développement des activités nautiques amateurs et de haut niveau.

Ces réhabilitations doivent également s'inscrire dans un programme de recherches d'économie en consommation d'eau et d'énergie. Un effort particulier sur le traitement thermique sera réalisé.

La CDC étudiera le financement à très long terme à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

15. La Poursuite de politiques publiques ambitieuses en matière de culture et de sport

La Métropole de Montpellier est reconnue pour sa politique culturelle et sportive extrêmement ambitieuse et ses équipements et manifestations culturels et sportifs de niveaux national et international. La Ville de Montpellier est, après Paris, la ville la plus sportive de France, et le programme d'investissement culturel de la Métropole de Montpellier est l'un des plus ambitieux aujourd'hui.

Afin d'accompagner cette dynamique, la CDC étudiera la possibilité de développer une politique de mécénat en direction des grandes institutions culturelles de la Métropole (Orchestre Opéra National, grandes expositions du musée Fabre, expositions et manifestations de photographie et d'art contemporain...).

16. Le soutien à la création d'une offre d'hébergement adapté dans le secteur hôtelier

La CDC étudiera la possibilité d'intervenir en portage immobilier pour la réalisation de nouvelles capacités d'hébergement dans le cadre de montage investisseur.

Axe 4 - L'aménagement d'une métropole vertueuse et durable

17. Le projet d'écocité et la ville intelligente

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label national Ecocité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer », sur les communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, parmi 19 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer.

Ce projet d'urbanisme est ainsi reconnu comme une opération emblématique du nouvel urbanisme durable, novateur et duplicable. Il bénéficie des investissements d'avenir liés au grand emprunt national au titre du fonds Ville de Demain.

Ce site stratégique du SCoT de Montpellier Agglomération réunit plusieurs quartiers, lieux d'innovation privilégiés pour inventer la Ville demain dans des domaines aussi essentiels et différenciés que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales, la mixité des fonctions et les relations intergénérationnelles.

Dans la perspective d'une ville autorégulée intégrant les innovations technologiques et d'usages des vies urbaines contemporaines, la Métropole impulse des projets d'expérimentation de solutions durables aussi bien dans le domaine de la gestion de l'eau et la culture du risque que dans celui de l'énergie par un système d'échange d'information numérique, ou celui des déplacements avec les acteurs économiques fédérant un écosystème d'industriels, de chercheurs et des pôles de compétitivité.

La Métropole signera avec la Caisse des Dépôts, opérateur du Programme d'Investissement d'Avenir pour le compte de l'Etat, une convention financière pour la seconde phase du projet sur la période 2015/2017.

18. La maîtrise des déchets à la source et leur valorisation, à travers des filières de traitement et de recyclages favorisant l'économie circulaire ;

Engagée depuis 2011 dans un programme local de prévention des déchets, la Métropole de Montpellier a d'ores et déjà diminué en 4 ans de 6% le ratio de production annuelle d'ordures ménagères et assimilés par habitant (379 kg/hab/an en 2015).

La réduction de l'impact écologique de la gestion des déchets passe par ailleurs par l'amélioration des performances de tri de ses habitants et des équipements mis à leur disposition. Cette amélioration nécessite en particulier la modernisation et/ou l'extension des installations de tri des déchets recyclables que sont d'une part le centre de tri DEMETER et d'autre part les 20 déchèteries de la Métropole.

➤ Extension et modernisation du centre de tri DEMETER

Construit en 2014, le centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER de Montpellier est le 2^{ème} centre de tri à avoir vu la jour sur le territoire national après celui de Dunkerque. Actuellement en limite de capacité avec plus de 22 000 tonnes d'emballages et de papiers accueillis en 2015, sa chaîne de tri présente les performances d'une chaîne de conception ancienne, malgré les améliorations ponctuelles qui ont pu lui être apportées (elle génère environ 20% de refus de tri quand les chaînes modernes font autour de 5% de refus de tri). Ses équipements sont aujourd'hui largement amortis et l'augmentation attendue de la population ainsi que des quantités triées par habitant nécessitent d'envisager l'extension et la modernisation du centre. Cette opération sera également l'occasion de mettre en place l'extension des consignes de tri des plastiques, rendue obligatoire à l'horizon 2022 par la loi sur la transition énergétique pour une croissance verte d'août 2015.

Ainsi, le programme d'extension et de modernisation du centre de tri voté en février 2014 porte sur une rénovation amenant la capacité de l'installation à un minimum de 32 000 tonnes par an, pour un montant prévisionnel de 14 M€ HT de travaux dont 2 M€ HT de frais de maîtrise d'œuvre et d'honoraires techniques. Le calendrier de l'opération prévoit une mise en service pour fin 2018.

➤ Rénovation des déchèteries

Les premières déchèteries ont été construites à la fin des années 80. Le territoire métropolitain se caractérise par une forte densité de ces installations d'apport volontaire très appréciées par ses habitants et qui permettent de recycler près de 70% des dépôts. En 2015, près de 85 000 tonnes d'objets encombrants, déchets végétaux et autres déchets spéciaux ont été accueillis sur les 20 déchèteries métropolitaines.

Ces installations nécessitent aujourd'hui une remise à niveau de certains de leurs équipements prenant en compte les évolutions techniques et retours d'expérience en termes d'usages. Les filières de Responsabilités Elargies des Producteurs (REP) appellent également la réalisation d'aménagements spécifiques afin d'accueillir dans des conditions satisfaisantes certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements

électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Le programme de rénovation des déchèteries approuvé par délibération de février 2016 comprend :

- La mise à niveau des installations en matière de gestion des eaux de plate forme, de stockage des déchets diffus spéciaux et de dispositifs anti-chute ;
- La remise à niveau des éléments d'infrastructure (quais, voirie) et de clôture des sites frappés de vétusté ;
- La mise en place de dispositifs d'aide à la gestion et de sécurité (contrôle d'accès, vidéo surveillance) ;
- La création d'une identité visuelle pour l'ensemble du parc.

Il s'élève à 5,8 M€ HT dont 0,7 M€ HT de frais de maîtrise d'œuvre et d'honoraires techniques.

La CDC étudiera le financement à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole ou la possibilité d'intervenir en portage immobilier dans le cadre d'un montage investisseur.

19. La poursuite de la maîtrise de la ressource et du cycle de l'eau

➤ Schéma directeur Eau potable et Création de la, régie des eaux de la métropole

Suite à la prise de compétence eau potable au 1er janvier 2010, un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable a été approuvé par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013. Ce Schéma Directeur, volontaire et optimisé, permet de répondre aux besoins de développement prévus au Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole de Montpellier. Le montant estimé de réalisation des aménagements préconisés s'élève à **157 M€ HT** hors taxes dont 70,4 M€ HT pour le renouvellement de 7 km de conduites par an.

Une mise en œuvre planifiée jusqu'à l'horizon 2030 dont le maître d'ouvrage sera la régie des eaux de Montpellier

4 enjeux majeurs identifiés :

- f* - Enjeu quantitatif : Une ressource en eau suffisante pour satisfaire les besoins en eau potable de l'agglomération jusqu'en 2030. Au-delà, le bilan sera déficitaire si la capacité de production reste inchangée.
- f* - Enjeu qualitatif : Une ressource globalement de bonne qualité avec un enjeu fort de conservation sur la source du Lez principale ressource de la Métropole.
- f* - Enjeu de sécurisation de la ressource en eau : Une ressource de substitution est nécessaire pour assurer la continuité du service eau potable en cas de problème sur la source du Lez. Pour cela, sont prévus une nouvelle usine de traitement des eaux de BRL ainsi que la mutualisation des excédents potentiels des ressources du Syndicat du Bas Languedoc et de Pays de l'Or Agglomération.
- f* - Enjeu patrimonial : Augmentation de 50% du taux de renouvellement des conduites. Ces travaux doivent permettre de maintenir en bon état le patrimoine et de lutter contre les pertes en eau.

La CDC étudiera le financement à très long terme et à taux bonifié du programme pluriannuel d'investissement de la régie.

➤ Schéma directeur d'Assainissement :

Investissement sur les infrastructures d'assainissement, avec notamment la réhabilitation-extension de la station d'épuration MAERA et de ses réseaux secondaires.

La station MAERA collecte et traite aujourd'hui les effluents de 18 communes (13 communes adhérentes à la Métropole de Montpellier ainsi que 5 communes extérieures) contre 7 communes à l'origine. Ainsi en quelques années, son bassin de collecte s'est vu très largement étendu conduisant la charge polluante reçue à approcher la capacité nominale du traitement autorisé.

De ce fait, une étude d'audit a été lancée fin 2012 afin de faire un état des lieux et un diagnostic du fonctionnement du système MAERA et de définir les travaux nécessaires à court et moyen terme.

Ce projet est évalué à **81 M€ HT** et permettra de porter la capacité nominale de traitement de la station d'épuration de 430 000 à 600 000 équivalents-habitats (horizon 2030) en cohérence avec les projets de développement urbain sur les communes raccordées, d'admettre les débits collectés pour une pluie mensuelle et de bénéficier d'une filière complète de traitement des boues.

La CDC étudiera le financement à très long terme et à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

20. L'adaptation aux changements climatiques et la prévention des risques,

- Déploiement d'infrastructures pour la prévention des inondations dans le cadre du second PAPI de la MOSSON.

Le PAPI 2 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) en juillet 2014 puis signé en décembre. La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage d'actions majeures du PAPI notamment une partie des études nécessaires à la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire ; le développement à l'échelle du territoire du système « Ville en Alerte » de prévision, d'alerte et de gestion collaborative de crise, les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur Lattes et Villeneuve- lès- Maguelone la protection de Fabrègues face aux crues du Coulazou, pour un montant global de **9 M€ H.T.**

La CDC étudiera le financement à très long terme des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la métropole

Axe 5- Le principe d'une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement

21. L'élaboration, la mise en œuvre et le pilotage du Contrat de Ville 2015-2020 sur les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Métropolitain

Le Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole (contrat-cadre), signé le 10 juillet 2015 et co-piloté par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, s'organise autour de trois grands piliers : le développement économique et l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain, ainsi que la cohésion sociale.

La Caisse des Dépôts et Consignations, en tant que signataire du Contrat de ville, participe aux instances de pilotage et, en tant que membre du GIP DSUA, contribue à son fonctionnement à hauteur de 2%, soit 11 000 € annuellement.

A ce titre et en complémentarité, la Caisse des Dépôts et Consignations apporte des crédits d'ingénierie pour les études pré-opérationnelles, notamment dans le cadre du Programme National de Rénovation urbaine qui concerne le quartier de la Mosson mais aussi sur le quartier d'intérêt régional (PRIR) des Cévennes.

L'intervention envisagée de la CDC se monte à plus de 125 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, en partenariat avec l'ensemble des acteurs signataires du Contrat de Ville, dont la Caisse des Dépôts et Consignations, ont placé le développement économique et l'emploi en tant que premier pilier du Contrat.

Deux grands axes stratégiques structurent ce pilier : le premier qui vise à favoriser la co-construction de parcours vers l'emploi adaptés à la diversité des besoins des habitants des quartiers prioritaires, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat.

Le deuxième enjeu s'inscrit dans la volonté de soutenir le développement de l'activité économique pour et dans les quartiers.

Afin d'organiser, coordonner et animer l'ensemble de la démarche, un dispositif stratégique et opérationnel, le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), doit être mis en place.

Celui-ci, co-animé par la Métropole et l'Etat, vise à associer les acteurs, pilotes et/ou partenaires des politiques publiques territorialisées de développement économique, d'emploi, d'insertion socio-professionnelle, de formation et d'orientation.

Dans ce cadre et au regard du plan d'actions opérationnel en matière de développement économique et d'emploi, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra accompagner et soutenir différentes actions telles que :

- *Le soutien à des d'actions spécifiques d'accompagnement à l'émergence et la création d'activités et d'entreprises, telles que le dispositif CitéLabs (émergence d'un projet de création d'activité dans les quartiers) cofinancé par la CDC, ou des outils de co-financement d'aide à la création d'entreprise (étude de fonds d'expérimentation, d'amorçage, etc... au bénéfice des habitants des QPV).*
- *La valorisation des créateurs d'entreprises dans les quartiers autour d'initiative comme le concours Open Cité ou le soutien à l'animation et au maillage de réseaux territoriaux d'entrepreneurs (dont ZFU-TE) par le co-financement de projets spécifiques d'animation (entreprendre au féminin ou « fabrique à entreprendre » par exemple).*
- *L'appui au développement d'actions ciblées de soutien à la consolidation et au développement des entreprises telles que la création de centres d'affaires des quartiers multi-services. La CDC étudiera le financement à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la métropole ou la possibilité d'intervenir en portage immobilier dans le cadre d'un montage investisseur.*
- *Le soutien à des expérimentations dans les différents axes en matière de développement économique et d'emploi telles que la création d'un portail numérique de bourse aux locaux d'activité ou l'appui au développement de lieux d'accueil de proximité Emploi / Insertion, incluant une dimension "numérique" et visant à lutter contre la fracture numérique.*
- *Le co-financement d'études à caractère économique telles que des études de repérage des potentiels économiques dans les quartiers concernés. Dans le cadre du NPNRU pour le quartier Mosson, la Caisse des Dépôts et Consignations co-finance une étude de potentiel économique et de programmation de l'offre économique et commerciale.*

Au titre du Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain, les enjeux du Contrat de Ville visent notamment à organiser la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine, rénover les démarches de gestion urbaine de proximité et élaborer un projet de renouvellement urbain ambitieux pour la Mosson et retisser la ville.

L'objectif de mixité sociale pour lutter contre les effets de spécialisation de certaines catégories du parc de logement et renforcer la cohésion sociale s'inscrit pleinement dans la stratégie globale de la politique de l'habitat de la Métropole (cf. volet logement de la présente convention).

A cet effet, la Caisse des Dépôts et Consignations contribuera activement par ses outils d'intervention (prêts sur fonds d'épargne en faveur du logement social, etc.) en matière de logement et pourra co-financer des actions au titre du suivi et de la prévention des

copropriétés fragiles, ou de réhabilitation de copropriétés dégradées, en particulier dans le cadre du NPNRU.

En complémentarité, en matière de cadre de vie, sont envisagées des actions de requalification de la voirie et des espaces publics dans les quartiers prioritaires (QPV).

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts et Consignations étudiera le financement à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la métropole

Le troisième Pilier Cohésion sociale vise notamment à renforcer la mixité sociale dans les établissements scolaires ou à renforcer l'accessibilité et la présence des services et des équipements au sein des quartiers.

Dans cette dynamique, la Ville de Montpellier s'engage dans un programme de réhabilitation des écoles dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La Caisse des Dépôts et Consignations étudiera le financement à taux bonifié des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage par la ville de Montpellier.

22. L'Accueil des populations et la production de logements

La délégation de la compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre constitue un levier efficace dans la mise en œuvre des objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Métropole, lequel prévoit de dédier au minimum 30 % de la production de logement neuf dans chaque commune au logement locatif social pour répondre à la demande croissante qui s'exprime sur le territoire et ainsi qu'aux obligations des lois SRU et « Duflot » du 18 janvier 2013.

Les conventions de délégation 2009-2015 étant achevées, l'Etat et la Métropole en ont dressé le bilan, très positif un taux de réalisation de l'objectif de logements à financer en PLUS et PLAI qui ressort à 95 %, et sont convenus de renouveler la délégation des aides à la pierre sur une nouvelle période de 6 ans.

La Caisse des Dépôts et Consignations donne son accord pour l'affectation d'une enveloppe pluriannuelle d'un montant global de 926 M€ (Neuf cent vingt-six millions d'euros) de prêts pour le financement des opérations, à l'exception de celles financées en PLS et PSLA, définies à l'article 1.2.1 de la convention de délégation de compétence pour la période 2016/2021 entre l'Etat et la Métropole. Ces opérations concernent la création de près de 9000 nouveaux logements locatifs sociaux PLUS et PLAI sur 2016 et les cinq prochaines années.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat, bailleur social rattaché à l'EPCI ont signé une lettre d'offre globale (LOG) regroupant l'ensemble des financements qui sont apportés par la CDC au bailleur durant la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016. Cette lettre d'offre globale concerne la réalisation de 17 opérations sur les communes de Cournonsec, Grabels, Lattes, Montpellier et Villeneuve les Maguelone, soit 513 logements locatifs sociaux. Elle fait état de prêts pour un montant maximum de 53 255 819 €.

La signature d'une nouvelle lettre d'offre globale et d'une convention de partenariat avec ACM, pour des financements à hauteur de 100 M€ sur les deux prochaines années est proposée.

23. Le suivi et la prévention des copropriétés fragiles, la réhabilitation de copropriétés dégradées

Le diagnostic du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018 a mis en exergue le poids des copropriétés dans le parc de logement de la Métropole qui comprennent plus de la moitié des logements potentiellement fragiles du territoire, concernant 1485 copropriétés. Dans ce contexte, le PLH et le Plan Climat Energie Territorial adopté le 6 février 2014 prévoient, au-delà de l'achèvement des opérations déjà engagées, la mise en œuvre de nouvelles actions en direction des copropriétés au moyen d'outils sur mesure proposés par l'Anah ou par l'ANRU.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires doivent disposer d'une vision complète des copropriétés de son territoire à travers le déploiement d'un observatoire. Cet outil a pour objet de devenir un élément stratégique de l'intervention des pouvoirs publics sur les copropriétés dégradées ou susceptibles de l'être, afin de prioriser leurs interventions.

L'observatoire mis en place porte sur les copropriétés de plus de 50 logements construites avant 1982 et concerne l'ensemble du territoire métropolitain.

Au regard de ces éléments, la Caisse des Dépôts et Consignations intervient financièrement aux côtés de la Métropole, en complément de l'aide de l'Anah, à hauteur de 25 000 €.

Pour les copropriétés repérées comme fragile par l'observatoire et pour en suivant anticiper ou inverser les éventuels process de déqualification à redouter, un accompagnement des copropriétés et notamment une sensibilisation des copropriétaires est nécessaire pour limiter de futures interventions publiques lourdes, notamment en Quartier Politique de la Ville (QPV).

Le dispositif Programme Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) permet tout à la fois de :

- prévenir la dégradation des copropriétés pour éviter de futures interventions plus lourdes de la puissance publique
- accompagner les copropriétés en sortie de dispositif opérationnel afin d'éviter à nouveau leur fragilisation

Dans le cadre de la préfiguration du protocole du nouveau Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier, 6 POPAC sont proposés à la validation sur les copropriétés des quartiers Mosson et Cévennes repérées fragiles ou dégradées et un POPAC sur les autres QPV. Aux Cévennes, ce dispositif pourra accompagner les copropriétés en sortie d'opération de type OPAH ou Plan de sauvegarde.

La Caisse des Dépôts et Consignations, en tant que signataire du Contrat de ville, est sollicitée pour contribuer globalement au financement de ces POPAC à hauteur de 250 000 €.

Enfin, la Caisse des Dépôts et Consignations étudiera le financement à taux bonifié des aides versées aux copropriétaires par la Métropole pour la rénovation thermique des logements.

24. Le protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)

Le quartier de la Mosson a été retenu au titre des 200 quartiers pouvant bénéficier au niveau national d'un nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Le quartier des Cévennes a été retenu au titre des projets d'intérêt régional. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont donc élaboré un protocole de préfiguration dans la perspective de la contractualisation avec l'ANRU. Ce protocole permettra d'arrêter un projet global dont la faisabilité aura été expertisée (éléments d'étude, plan de financement, montage opérationnel), d'une part, pour la Mosson, et d'autre part, pour les Cévennes.

L'ambition du projet porté par les deux collectivités est importante.

En effet, il s'agit de définir des actions à fort effet de levier, pour changer en profondeur l'image de quartier de la Mosson, en concentrant notamment une partie des efforts sur le sud-Mosson, par des actions ambitieuses sur le bâti, l'aménagement des espaces publics, notamment du Grand mail, l'introduction d'une mixité dans le peuplement et la création de locaux d'activités.

Concernant les Cévennes, il s'agit de promouvoir l'évolution de la copropriété des Cévennes, pour favoriser sa réhabilitation, notamment à travers un remembrement qui favorise son redécoupage à des échelles appréhendables par ses copropriétaires et par ses habitants et sa perméabilité à la ville.

Le projet de protocole de préfiguration a été transmis au Préfet en décembre 2015, et fait l'objet d'échanges pour sa mise au point.

En transversalité et pour l'ensemble des axes de coopération, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra accompagner Montpellier Méditerranée Métropole et étudier le co-financement d'observatoires pilotés par la Métropole, existants ou à engager. Ces observatoires pourront concerner les thématiques suivantes : le Développement économique et le tourisme, l'habitat et le logement, la politique de la ville, etc....

25. L'accompagnement au recrutement, à l'accompagnement et au maintien dans l'emploi au sein de la fonction publique territoriale

Le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) est un catalyseur de l'action publique en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et peut accompagner les employeurs publics, dont les collectivités territoriales, à agir en favorisant le recrutement, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi.

La Caisse des Dépôts et Consignations pourra accompagner Montpellier Méditerranée Métropole dans le développement d'actions en la matière.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINALES

3.1 Evaluation :

Les parties peuvent, individuellement ou ensemble, procéder ou faire procéder à l'évaluation de la mise en œuvre du présent Protocole selon des modalités définies librement par une seule des parties ou d'un commun accord. Les conditions de recours à ces évaluations tiennent compte des règles propres applicables à chacune des Parties.

3.2 Suivi du protocole :

Un **comité de pilotage** chargé de fixer les priorités, apprécier l'opportunité des « **fiches action** » et des **conventions d'application** afférentes et d'intégrer d'éventuelles modifications au présent Protocole se réunira autant que de besoin à la demande de chacune partie et **au moins 2 fois par an**.

Ce Comité est composé du Président de la métropole, du Maire de Montpellier et du Directeur Régional de la CDC (ou leurs représentants) et des personnes dont ils jugeront la présence utile.

Chaque fiche action et/ou convention d'application fera l'objet de **comités techniques dont les membres seront nominativement désignés par les 2 parties**.

3.3 Mise en œuvre :

La mise en œuvre des actions retenues dans le présent Protocole donne lieu à la rédaction des « **fiches action** » et des **conventions d'application** visées ci-dessus. Celles-ci définiront les objectifs et moyens à engager et seront étudiées et validées par les services et comités compétents des parties. Elles définissent éventuellement les modalités en matière de communication et de propriété intellectuelle.

3.4 Confidentialité :

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents amenés à être échangés (informations, notes, plaquettes ou power point...) dans la limite des obligations légales et des accords convenus au cas par cas entre elles.

3.5 Durée du Protocole :

Sous réserve de résiliation à la demande de l'une des parties, le présent Protocole est conclu pour une durée de **3 ans** à compter de sa signature.

3.6 Election de domicile :

Pour l'exécution du présent Protocole,

- La métropole fait élection de domicile en son siège situé à l'adresse suivante :
50, place Zeus
34961 Montpellier Cedex 2
- La ville de Montpellier fait élection de domicile en son siège situé à l'adresse suivante :
1, place Georges Frêche
34276 Montpellier Cedex 2

- La CDC fait élection de domicile à l'adresse suivante :
Direction Régionale de la Caisse des dépôts
Immeuble OZ'ONE
181 Place E.Granier-CS99023
34965 Montpellier cedex 2

3.7 Droit applicable :

La présente Convention est régie par le droit français.

3.8 Règlement des litiges :

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux

A Montpellier le 24 juin 2016

**Le Président
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Le Directeur général
de la Caisse des Dépôts**

Philippe SAUREL

Pierre-René LEMAS

Le Maire de la Ville de Montpellier

Philippe SAUREL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre suppléant- Annule et remplace la délibération n°2016/131

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T., créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public. Il est proposé que cette commission soit composée selon les mêmes dispositions que la commission d'appel d'offres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

M. Thibault RASSAT ayant été désigné membre titulaire lors du Conseil municipal du 25 février 2016, il convient de désigner un nouveau membre suppléant afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

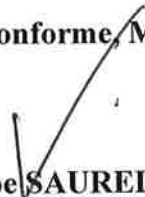
- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- **Séverine SCUDIER**

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Election d'un nouveau membre de la commission municipale n°2 "Affaires générales"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la commission municipale n°2 « Affaires générales ».

Afin de remplacer Mme Dominique MARTIN-PRIVAT au sein de cette instance, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre de la commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouveau membre de la commission municipale n°2 « Affaires générales ».

A été élu :

- Thibault RASSAT

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, Monsieur le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre. Selon l'article 18 du même décret, le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école.
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;
 - L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
 - Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
 - Les activités périscolaires ;
 - La restauration scolaire ;
 - L'hygiène scolaire ;
 - La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire.
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école.
- adopte le projet d'école.
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.
- En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :
 - Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
 - L'organisation des aides spécialisées.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans au sein des conseils d'école des groupes scolaires suivants : Calmette / Aubigné, Jeu de Mail et Malbosc .

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à ces désignations.

Ont été élu(e)s :

Calmette/ Aubigné	Agrippa d'AUBIGNE	CALMETTE	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : - Thibault RASSAT Ecole élémentaire : - Thibault RASSAT
Jeu de mail	Charlie CHAPLIN	POTTIER /Jean SIBELIUS	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : - Séverine SCUDIER Ecole élémentaire : - Séverine SCUDIER
Malbosc	Marguerite YOUCENAR	François RABELAIS	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : - Samira SALOMON Ecole élémentaire : - Samira SALOMON

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Lycée Frédéric Bazille Désignation d'un nouveau représentant de la Ville dans le conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'articles 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des lycées de Montpellier ainsi qu'aux conseils d'administration de l'Ecole d'Infirmières, du Centre d'Histoire Militaire et de l'Ecole Régionale Enseignement Adapté de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 18 juin 2015, la Ville de Montpellier a désigné Madame Sonia KERANGUEVEN pour la représenter au sein du Conseil d'administration du lycée Frédéric Bazille.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

- Thibault RASSAT

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Collège Jeu de Mail - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 09 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des différents collèges de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 18 juin 2015, la Ville de Montpellier a désigné Madame Sonia KERANGUEVEN pour la représenter au sein du Conseil d'administration du collège du Jeu de Mail.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Séverine SCUDIER

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Université Montpellier III - Désignation de nouveaux représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHASANG et de Bernard TRAVIER, et suite à l'adoption par l'Université Montpellier III de nouveaux statuts nécessitant, afin de garantir la parité dans les instances, que titulaire et suppléant soient de même sexe, il vous est proposé de désigner des nouveaux représentants dans les instances suivantes :

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
Université Montpellier III - Conseil de l'UFR Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR SHSE Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement	Mylène CHARDES	×
Université Montpellier III – Conseil des études et de la vie universitaire	Etablissement universitaire	Conseil des études et de la vie universitaire	Chantal MARION	Séverine SCUDIER
Université Montpellier III Commission Campus de l'Université	Etablissement universitaire	Commission Campus de l'Université	Stéphanie JANNIN	Sonia KERANGUEVEN

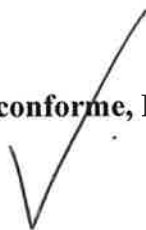
Université Montpellier III - Service Commun d'Action Culturelle	Etablissement universitaire	Service Commun d'Action Culturelle	Sonia KERANGUEVEN	Séverine SCUDIER
Université Montpellier III - Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées	Etablissement universitaire	Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées	Robert COTTE	Guy BARRAL
Université Montpellier III - Conseil de l'Université du Tiers temps	Etablissement universitaire	Conseil de l'Université du Tiers temps	Annie YAGUE	Nicole LIZA

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De désigner les nouveaux représentants de la Ville dans ces instances. |

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Délégations du Conseil municipal au Maire Consolidation et actualisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil Municipal.

Une délibération a été prise lors du Conseil municipal du 24 avril 2014, pour fixer le champ d'application de cette délégation, délégation modifiée lors du Conseil municipal du 29 avril 2015 suite aux transferts de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole. Or, plusieurs modifications législatives intervenues depuis rendent nécessaire une nouvelle modification de la délégation du Conseil municipal au Maire.

D'une part, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a entamé la réforme de la commande publique annoncée en juillet 2015. Les décrets du 27 mars 2016 relatifs aux marchés publics et aux marchés de défense ou de sécurité, pris en application de l'ordonnance, achèvent la transposition des directives européennes et mettent en oeuvre la réforme. Ainsi, au 1er avril 2016, l'ancien code des marchés publics, en vigueur depuis 2006, est abrogé.

En conséquence, il vous est proposé de modifier le point n°3 de la délégation comme suit :

« 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est compris entre 15 000 et 209 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent cependant être subdélégées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l'élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 15 000 € HT, l'apposition de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution. »

D'autre part, la loi du 7 août 2015 pourtant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) permet de consentir une nouvelle délégation permanente au Maire afin qu'il puisse demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions (CGCT, art. L.2122-22 26°).

Ainsi, en application de ces dispositions, il vous est donc d'ajouter un point n°24 aux dites délégations, avec la rédaction suivante :

« De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions. »

Cette délégation intervenant selon les termes du code général des collectivités territoriales « dans les conditions fixées par le conseil municipal », il vous est proposé de ne pas la limiter et de la permettre dans l'ensemble des domaines de compétences exercés par la commune.

La version consolidée de la délégation consentie par le Conseil municipal au Maire est donc la suivante :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts (sous réserve de respecter le règlement financier sur la dette propre et garantie délibéré en Conseil Municipal). Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des emprunts obligataires, en devise, des swap ou des produits financiers structurés, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est compris entre 15 000 et 207 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent cependant être subdélégées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 15 000 € HT, l' apposition de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution.

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal.

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

17° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code

précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

20° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

23° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

24° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue à Monsieur le Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du CGCT.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De donner à M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L 1413-1 et L 2122-22 du CGCT et dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L 2122-17 et L 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur le Maire pourra par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, être remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un adjoint, dans l'ordre de leur élection. |

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Direction des Affaires
Juridiques et de la Commande
Publique

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 254**

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Modification du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le droit de la commande publique prévoit que les marchés dont les montants sont inférieurs à ceux imposant une procédure de passation formalisée peuvent être passés selon une procédure adaptée définie librement par la collectivité acheteuse.

Sur cette base, par une délibération en date du 30 mars 2009 le Conseil Municipal de Montpellier a approuvé un règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée.

Le droit des marchés publics étant en constante évolution, ce règlement a été modifié à plusieurs reprises.

Une nouvelle modification est aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les évolutions réglementaires introduites par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le projet de règlement modifié est joint en annexe à la présente délibération.

Les modifications apportées sont essentiellement formelles. En effet, le décret pré-cité ayant abrogé le code des marchés publics, toutes les références à celui-ci et à certains de ses articles sont aujourd'hui obsolètes.

Les seuils de procédures internes ne sont pas modifiés ni les règles générales de procédure applicables à chacun de ces seuils ou aux marchés dont l'objet est spécifique.

Il est rappelé en outre que ce règlement s'en tient volontairement à la fixation de règles générales.

Le détail des procédures ainsi que les modèles d'actes pouvant être utilisés par les services restent fixés par note de service afin de permettre une plus grande réactivité et adaptabilité de notre achat aux mutations constantes du droit de la commande publique, que ces mutations soient d'origine réglementaire ou jurisprudentielle.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

REGLEMENT INTERIEUR
DE PASSATION
DES
MARCHES PUBLICS A PROCEDURE
ADAPTEE
DE LA
VILLE DE MONTPELLIER

SOMMAIRE

Préambule.....	p. 3
A- <u>Les marchés passés selon une procédure adaptée en fonction de leur montant</u>	
La distinction procédures adaptées – procédures formalisées.....	p. 4
Création de seuils internes dans les procédures adaptées.....	p. 5
Les différents seuils internes.....	p. 8
Principes communs à toutes les procédures adaptées.....	p. 9
Procédures.....	p. 11
MAPA 1(de 1 à 15 000 € HT).....	p. 12
MAPA 2 (de 15 000 à 90 000 € HT).....	p. 13
MAPA 3 (de 90 000 à 209000 € HT).....	p. 16
MAPA 4 (de 209 000 à 5 225 000 € HT).....	p. 19
Procédures formalisées (pour mémoire).....	p. 22
Récapitulatif global – Répartition entre Services et Service Commande publique	p. 26
B- <u>Les marchés relevant de l'article 28 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics (services sociaux et services spécifiques)</u>.....	p.28
C- <u>Marchés passés sans publicité ni mise en concurrence</u>.....	p. 35

PREAMBULE

Les marchés publics sont les contrats conclus à titre onéreux (dès le 1^{er} Euro) avec des opérateurs publics ou privés pour répondre à des besoins de travaux, fournitures ou services.

Ils sont assujettis à des règles de fond et de forme prévues par l'Ordonnance du 23 juillet 2015 et le Décret du 25 mars 2016 2016-360 relatif aux marchés publics.

En dessous de certains seuils, 209 000 euros H.T. pour les fournitures et services et 5 225 000 euros H.T. pour les travaux, les marchés publics sont, en application du décret 2016-360 relatif aux marchés publics, passés sous une forme adaptée.

Certains marchés sont également passés sous une forme adaptée quelque soit leur montant (marchés relevant des articles 28 et 29 du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics) et ceci en raison de leur objet spécifique (services sociaux, services spécifiques, services juridiques de représentation)

Cette forme adaptée est définie librement par le pouvoir adjudicateur sous condition, toutefois, de respecter les principes généraux de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

L'objet du présent règlement intérieur est donc de définir la forme que doivent prendre les marchés à procédure adaptée passés par la Ville en conciliant liberté et respect des principes de la commande publique.

Il ne traite pas des procédures formalisées dont la forme et les procédures de passation sont fixées de manière impérative par le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et dont le respect est assuré par la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique – service Commande Publique (la procédure globale est toutefois rappelée pour mémoire en fin de règlement).

A- LES MARCHES PASSES SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

LA DISTINCTION PROCEDURE ADAPTEE – PROCEDURE FORMALISEE

MARCHES	< 209 000 euros H.T.	209 000 < <5 225 000 euros H.T.	>5 225 000 euros H.T.
- Fournitures	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Services	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Travaux	Procédure adaptée	Procédure adaptée	Procédure formalisée

CREATION DE SEUILS INTERNES DANS LES PROCEDURES ADAPTEES

Un marché portant sur un besoin d' 1 euro ne peut être organisé de la même manière qu'un marché portant sur 209 000 euros.

Le choix de la Ville est donc de dissocier au sein des procédures adaptées plusieurs seuils intermédiaires.

Afin de ne pas engendrer de centralisation excessive des procédures, les premiers seuils laissent les services gérer eux-mêmes leurs marchés.

Plus les seuils sont élevés et plus le service de la Commande Publique est associé au processus de passation du marché afin de garantir une certaine uniformisation des procédures et le respect de certaines obligations de publicité prévues par le décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

- Le premier seuil interne est établi à 15 000 euros H.T. La procédure dépend du service gestionnaire.

MAPA 1

- Le deuxième seuil interne s'applique aux marchés compris entre 15 000 et 90 000 euros H.T. La procédure dépend du service gestionnaire.

MAPA 2

- Le troisième seuil s'applique aux marchés compris entre 90 000 et 209 000 euros H.T. En raison d'obligations particulières de publicité fixées par le décret 2016-360 relatif aux marchés publics, pour les marchés de plus de 90 000 euros H.T., le service de la Commande Publique intervient dans la procédure.

MAPA 3

- Le quatrième seuil s'applique aux marchés passés entre 209 000 et 5 225 000 euros H.T. **Il ne concerne donc que les marchés de travaux.** La quasi majorité des marchés de travaux de la Ville se trouvant dans cette tranche, il est décidé de lui appliquer une procédure adaptée mais relativement encadrée.

MAPA 4

A chacun de ces seuils correspond une procédure différente.

Cette procédure s'applique de manière indistincte à tous les marchés dont les montants sont inscrits dans ces seuils sans distinguer s'il s'agit de marchés de fournitures, services ou travaux **à l'exception du quatrième seuil qui ne s'applique qu'aux marchés de travaux.**

LES DIFFERENTS SEUILS INTERNES

	1 < M < 15 000	15 000 < M < 90 000	90 000 < M < 209 000	209 000 < M < 5 225 000	> 5 225 000
Fournitures	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	Procédure formalisée	Procédure formalisée
Services	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	Procédure formalisée	Procédure formalisée
Travaux	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	Procédure formalisée

PRINCIPES COMMUNS A TOUTES LES PROCEDURES ADAPTEES

- Le principe de l'enveloppe unique est retenu pour toutes les procédures
- Les services étant gestionnaires des procédures jusqu'au seuil de 90 000 euros H.T., il leur est rappelé d'être particulièrement attentifs à la computation des procédures.

En effet, le respect des seuils ne peut s'apprécier au regard du seul service gestionnaire mais à l'échelle de la collectivité toute entière.

Chaque besoin doit se computer avec un besoin identique. C'est le montant déterminé globalement qui conditionne le seuil de procédure applicable.

Le service de la Commande Publique, afin d'assurer le respect de cette règle a mis au point :

- ✓ Un outil prévisionnel permettant aux services de recenser leurs besoins conformément aux articles 20, 21 et 22 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics afin d'obtenir un état computé à l'échelle de toute la collectivité.
Cet outil, rempli par les services et restitué après analyse par la Commande Publique, permettra d'anticiper sur les procédures à lancer.

- ✓ Un outil de contrôle permettant de vérifier que les marchés lancés par les services respectent les procédures définies à l'échelle de toute la ville : l'outil de numérotation des marchés.

En conséquence et pour donner plein effet à ce mécanisme de contrôle tout marché, dès le 1^{er} euro devra être numéroté sur cet applicatif avant tout lancement de procédure.

- Si les services souhaitent procéder à des négociations dans le cadre des procédures adaptées, cette négociation doit :
 - ✓ Avoir été prévue dans le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence.
 - ✓ S'effectuer avec tous les candidats ayant remis une offre.
 - ✓ Respecter les règles de transparence, de traçabilité de la procédure (procès verbal de négociation, convocation...) et d'égalité de traitement des candidats (durée identique pour chacun).
- Dès 5 000 euros, les attributaires de marché doivent impérativement remettre au service maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 51 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics. Il est demandé aux services d'être particulièrement vigilants sur ce point en raison des obligations existantes en matière de lutte contre le travail dissimulé.

PROCEDURES

MAPA 1

De 1 € à 15 000€ HT

Principes :

- Respect de la nomenclature
- Numérotation obligatoire
- Absence d'obligation de publicité et de mise en concurrence préalable.
Dans un souci de bonne gestion des deniers publics et de libre accès à la commande publique il est toutefois demandé aux services :
 - ✓ de solliciter autant que possible des devis préalables.
 - ✓ de veiller à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres.
- Le marché peut se matérialiser par un simple bon de commande.
- Le marché doit être signé par une personne ayant une délégation le permettant.

MAPA 2

De 15 000€ HT à 90 000€ HT

Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Maîtrise de la procédure par le service gestionnaire
- Publicité adéquate
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

Etape 1 : Numérotation

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

Etape 2 : Rédaction des pièces

- ✓ Le dossier de consultation est rédigé par le service lançant la consultation. Il comprend notamment:

-Pièces techniques CCTP, plans...

-Pièces financières (Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF)

-Pièces administratives (acte d'engagement, règlement de consultation, cahier des clauses administratives particulières...)

Etape 3: Publicité adéquate

- ✓ La publicité est au minimum une publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur le site Internet de la Ville. Il est complété autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.
- ✓ Les critères doivent être indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence. Ils seront identiques à ceux donnés dans le règlement de la consultation.
- ✓ Le délai de réponse sera «raisonnable» et adapté aux caractéristiques de la prestation souhaitée. Prévoir un délai minimum de 15 jours calendaires entre la date d'envoi à la publication et celle de remise des offres.

Etape 4: Retrait des dossiers par les entreprises et réception des offres

- ✓ Quelque soit le mode de diffusion du DCE (envoi par fax, mail, courrier ou retrait sur place par l'entreprise), le retrait du DCE doit figurer sur le registre de retrait.
- ✓ Le service acheteur doit accepter la remise d'offre sous la forme papier ou électronique (fax ou e-mail). Il ne peut refuser de recevoir les offres par voie électronique.

Etape 5: Ouverture des offres et analyse des offres

- ✓ Après analyse des pièces fournies à l'appui de la candidature, le service examine les offres.

Etape 6: Décision du Maire et information des candidats non retenues

- ✓ Etablie par le service gestionnaire du marché, elle est signée par l'Adjoint délégué puis transmise en Préfecture.
- ✓ En parallèle, des lettres de regret sont envoyées aux entreprises non retenues. Elles doivent être motivées à partir des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Etape 7: Notification

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées, sont envoyées à l'entreprise retenue par courrier avec accusé de réception ou par voie électronique.

Etape 8: Transmission au service des finances de la décision et du bon de commande

Etape 9: Archivage

- ✓ Chaque service archive dans ses locaux ses marchés passés selon une procédure adaptée.

MAPA 2

	SERVICES
Nomenclature	Demande de numérotation
Dossier de consultation	Rédaction d'un dossier de consultation pour les entreprises
Mise en concurrence - Publicité	Avis d'appel public à concurrence sur le site de la Ville et éventuellement dans une publication écrite appropriée à l'objet aux caractéristiques du marché pendant 15 jours minimum.
Ouverture des plis Signature des pièces	Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Décision du Maire
Archivage	Oui

MAPA 3

De 90 000€ HT à 209 000€ HT

Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité dans un journal d'annonces légales
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

Etape 1 : Numérotation

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

Etape 2 : Publicité obligatoire

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique, qui prend en charge la procédure jusqu'à l'ouverture des plis.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au BOAMP et/ou dans un journal d'annonces légales. La publicité est complétée en tant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

Etape 3 : Rédaction du DCE

- ✓ Les pièces administratives du DCE sont rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service dépose, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
 - Fiche-marché complétée
 - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
 - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP
- ✓ Toutes les pièces constituant le DCE doivent également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

Etape 4 : Réception des offres

- ✓ Les plis sont déposés au service de la Commande Publique ou transmis par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation.
- ✓ Prévoir un délai minimum de 20 jours entre la date d'envoi de l'avis par le service de la Commande Publique et la date de remise des offres.

Etape 5 : Ouverture des offres

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.
- ✓ Il n'y a pas de passage en commission d'appel d'offres.

Etape 6 : Décision du Maire et Information des candidats non retenus

- ✓ Etablie par le service gestionnaire du marché, elle est signée de l'adjoint délégué.
- ✓ En parallèle, des lettres de regret sont envoyées aux entreprises non retenues. Elles doivent être motivées à partir des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence (service gestionnaire).

Etape 7: Dépôt en préfecture de la Décision du Maire

Etape 8 : Notification

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées, sont envoyées, par le service gestionnaire, à l'entreprise retenue, avec accusé de réception.

Etape 9: Transmission au service des finances de la décision et du bon de commande

- ✓ Le service gestionnaire transmet un exemplaire papier et un exemplaire dématérialisé du marché à la direction des finances.

Etape 10: Archivage et recensement

- ✓ Chaque service archive ses marchés passés selon une procédure adaptée.
- ✓ En application de l'article 141 du Décret du 25 mars 2016, pour tous les marchés conclus entre 90 000 et 209 000€ HT, le service acheteur doit établir une fiche de recensement économique de l'achat. Cette fiche sera transmise au service de la Commande Publique.

MAPA 3

	SERVICES	Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Avis d'appel public à la concurrence pendant 20 jours minimum
Ouverture des plis		Ouverture des plis avec la personne désignée dans les arrêtés de délégation
Signature des pièces	Signature des pièces et courriers par la personne désignée dans les arrêtés de délégation	
Acte administratif	Décision du Maire	
Archivage	Oui	

MAPA 4

De 209 000€ HT à 5 225 000€ HT

(uniquement travaux)

Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité dans un journal d'annonces légales
- Avis de la commission d'appel d'offres
- Acte administratif d'approbation du marché : décision du Maire

Etape 1 : Numérotation

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

Etape 2 : Publicité obligatoire

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au BOAMP et/ou dans un journal d'annonces légales. Elle est complétée autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

Etape 3 : Rédaction du DCE

- ✓ Les pièces administratives du DCE seront rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service déposera, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
 - Fiche-marché complétée
 - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
 - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP
- ✓ Toutes les pièces qui constitueront le DCE devront également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics

Etape 4 : Réception des offres

- ✓ Les plis seront déposés au service de la Commande Publique ou transmis par voie électronique via la plateforme de dématérialisation.

- ✓ Prévoir un délai minimum de 22 jours entre la date d'envoi de l'avis par le service de la Commande Publique et la date de remise des offres.

Etape 5 : Ouverture des offres

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.

Etape 6 : Analyse des offres et désignation de l'attributaire

1/Analyse des candidatures

- ✓ Le service de la Commande Publique procède à une vérification des documents administratifs fournis à l'appui de la candidature.
- ✓ Le service instructeur analyse les candidatures au vu des critères de sélection des candidatures indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence.

2/ Analyse des offres

- ✓ Le service instructeur analyse les offres déposées. Il rédige à cet effet un rapport d'analyse des offres.
- ✓ La commission d'appel d'offres rend un avis.

Etape 7 : Information des candidats

- ✓ Des lettres de plaisir et des lettres de regret sont envoyées par le service de la Commande Publique.
- ✓ Le délai légal de suspension de la signature entre la réception des lettres de regret par les candidats non retenus et la date de signature du marché est respecté.

Etape 8: Décision et transmission en Préfecture

- ✓ Le service gestionnaire (ou « maître d'ouvrage ») prépare la Décision du Maire
- ✓ La décision est déposée en Préfecture puis transmission du marché accompagné de la décision à la Préfecture.

Etape 9: Notification

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées sont envoyées par le service de la Commande Publique à l'entreprise retenue.

Etape 10: Diffusion aux services

- ✓ Le service de la Commande Publique transmet des exemplaires du marché à la direction des finances et au service gestionnaire.

Etape 11: Archivage et recensement

- ✓ L'archivage de l'original du marché, de toutes les pièces relatives à la procédure de passation ainsi que des offres non retenues est effectué par le service de la Commande Publique.

MAPA 4 (uniquement travaux)

	SERVICES	Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Avis d'appel public à la concurrence pendant 22 jours minimum
Ouverture des plis Signature des pièces		Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Décision	
Archivage		Oui

PROCEDURES FORMALISEES

(pour mémoire)

Travaux > 5 225 000 € HT

Fournitures et Services > 209 000 € HT

Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité au JOUE, au BOAMP et éventuellement dans un journal d'annonces légales et / ou presse spécialisée
- Le principe de l'enveloppe unique est retenu
- Intervention de la commission d'appel d'offres
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

Etape 1 : Numérotation

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur.

Etape 2 : Publicité obligatoire

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au JOUE, au BOAMP et éventuellement dans un journal d'annonces légales. Une publication dans un journal spécialisé correspondant à l'objet et aux caractéristiques du marché est effectuée autant que de besoin.

Etape 2 : Rédaction du DCE

- ✓ Les pièces administratives du DCE seront rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service déposera, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
 - Fiche-marché complétée
 - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
 - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP

- ✓ Toutes les pièces qui constitueront le DCE devront également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics

Etape 3 : Réception des offres

- ✓ Les plis seront déposés au service de la Commande Publique ou transmis par voie électronique via la plateforme de dématérialisation.
- ✓ Délais de publicité prévus par le Décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

Etape 4 : Ouverture des offres

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.

Etape 5 : Analyse des offres et désignation de l'attributaire

1/Analyse des candidatures

- ✓ Le service de la Commande Publique procède à une vérification des documents administratifs fournis à l'appui de la candidature.
- ✓ Le service instructeur analyse les candidatures au vu des critères de sélection des candidatures indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence.

2/ Analyse des offres

- ✓ Le service instructeur analyse les offres déposées. Il rédige à cet effet un rapport d'analyse des offres.
- ✓ La commission d'appel d'offres désigne l'attributaire.

Etape 6 : Information des candidats

- ✓ Des lettres de plaisir et des lettres de regret sont envoyées aux entreprises ayant soumissionné.
- ✓ Le délai légal de suspension de la signature entre la réception des lettres de regret par les candidats non retenus et la date de signature du marché est respecté.

Etape 7: Décision et transmission en Préfecture

- ✓ Le service gestionnaire (ou « maître d'ouvrage ») prépare la décision du Maire.
- ✓ La décision est déposée en Préfecture puis transmission du marché accompagné de la décision à la Préfecture

Etape 8 : Notification

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées sont envoyées par le service de la Commande Publique à l'entreprise retenue.

Etape 9: Diffusion aux services

- ✓ Le service de la Commande Publique transmet des exemplaires du marché à la Direction des finances et au service gestionnaire.

Etape 10: Archivage et recensement

- ✓ L'archivage de l'original du marché, de toutes les pièces relatives à la procédure de passation ainsi que des offres non retenues est effectué par le service de la Commande Publique.

PROCEDURES FORMALISEES

(pour mémoire)

	SERVICES	Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Délais de publicité prévus par le Décret 2016-360 relatif aux marchés publics
Ouverture des plis Signature des pièces		Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Passage en CAO	Etablissement du rapport d'analyse des offres	Convocation de la CAO et vérification du rapport d'analyse des offres
Acte administratif	Décision	
Archivage		Oui

RECAPITULATIF GLOBAL

REPARTITION ENTRE SERVICES

Services

Service de la Commande Publique

	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	Procédures formalisées
Nomenclature					
Dossier de consultation					
Mise en concurrence/ Publicité					
Ouverture des plis					
Notification					
Acte administratif					
Archivage					

**B- LES MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 28 DU
DECRET 2016-360 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS
(services sociaux et services spécifiques)**

PREAMBULE

L'article 28 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics prévoit que les marchés ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 27.

La procédure est dite « adaptée » dans la mesure où ses modalités sont librement fixées par chaque pouvoir adjudicateur en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.

Le présent règlement vient donc préciser les règles applicables aux marchés relevant de l'article 28.

LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 28

Les services relevant de l'article 28 ont pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, dont la liste est publiée au Journal Officiel de la République Française, conformément aux catégories de services énumérés en annexe de la directive 2014/24/EU. Cette annexe renvoie à la nomenclature CPV (Common Procurement Vocabulary) qui prévoit un système de classification unique pour tous les marchés publics.

Les marchés de services qui entrent dans le champ d'application de l'article 28 ressortent de domaines aussi variés que **les services d'éducation, de qualification et d'insertion professionnelles, les services récréatifs, culturels et sportifs, les services sociaux et sanitaires.**

Pour plus de précisions, les services peuvent utiliser la nomenclature des besoins accessible sur intranet afin de définir, agrégat par agrégat, quelles prestations dépendent de l'article 28.

LES REGLES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 28

L'organisation interne à la ville de Montpellier

Comme tous les marchés publics de la ville, ceux relevant de l'article 28 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics obéissent à la même organisation interne :

- Les marchés de moins de 90 000 euros HT sont pris en charge par les services
- Les marchés de plus de 90 000 euros HT sont pris en charge par le service de la commande publique.

L'absence de computation

En raison de la spécificité des services concernés, il est difficile de leur trouver un caractère homogène.

Sur la base de la circulaire ministérielle du 29 décembre 2009 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (JO n°0303 du 31 décembre 2009) -dans sa partie concernant la computation des marchés de service de l'ancien article 30-, **il est proposé, dans l'attente de précisions jurisprudentielles, d'appliquer la solution présentée par les services de l'Etat et d'apprécier les montants de ces marchés, procédure par procédure, sans computation.**

Une procédure adaptée

Le principe : renvoi au règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée

L'article 28 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics renvoie à l'article 27 relatif aux marchés à procédure adaptée.

« Lorsque la valeur estimée du besoin est inférieure aux seuils de procédure formalisée, l'acheteur peut recourir à une procédure adaptée dont il détermine librement les modalités en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat. »

Cette disposition laisse une certaine marge d'appréciation à chaque collectivité pour définir les règles applicables. En effet, les seules obligations imposées par le décret sont :

- La nécessité de définir préalablement ses besoins en tenant compte de la qualité, la continuité, l'accessibilité, le caractère abordable, la disponibilité et l'exhaustivité des services, les besoins spécifiques des différentes catégories d'utilisateurs, y compris des catégories défavorisées et vulnérables, la participation et l'implication des utilisateurs, ainsi que l'innovation.
- Pour les marchés de plus de 209 000 €, l'intervention de la commission d'appel d'offres et la rédaction d'un avis d'attribution.

Le caractère adapté, s'il permet un certain allègement, ne doit pas faire oublier que le principe de base fondant toute la commande publique est celui de la transparence et de la mise en concurrence comme garantie de l'usage rationnel des fonds publics. Or, les prestations relevant de l'article 28 n'échappent pas, par nature, au champ concurrentiel.

Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics :

« Les marchés publics soumis à la présente ordonnance respectent les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. »

Dès lors, sur cette base et dans un souci de cohérence et d'homogénéisation de la commande publique de la Ville, les services devront par principe appliquer aux marchés relevant de l'article 28 les mêmes règles de passation que celles applicables aux marchés à procédure adaptée (cf. la partie précédente du règlement intérieur).

Les services devront donc pour chaque marché relevant de l'article 28, appliquer le niveau de procédure (MAPA 1,2, 3,) correspondant à son montant (**non computé**). En ce qui concerne les marchés d'un montant supérieur à 209 000 euros, la procédure suivie sera définie d'un commun accord entre le service de la Commande Publique et le service acheteur.

Les adaptations ponctuelles placées sous la responsabilité des services

Dans des cas ponctuels, quand la spécificité du marché ne permet pas de respecter les procédures homogènes prévues par le règlement intérieur, les services pourront ne pas appliquer ce dernier et définir des règles de passation différentes et mieux adaptées.

Ces exceptions sont placées sous la responsabilité de chaque direction maître d'ouvrage qui doit être en mesure de pouvoir justifier à n'importe quel moment de la spécificité du marché et de la nécessité de ne pas respecter le guide de procédure.

En tout état de cause, la procédure de passation organisée par la direction ne peut en aucun cas être motivée par une volonté d'amoindrir le respect des objectifs de transparence et de mise en concurrence mais simplement permettre que cette mise en concurrence soit effectuée de manière plus adéquate à l'objet du marché.

C-LES MARCHES PASSES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

Les services pourront conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les cas strictement et limitativement définis par le décret 2016-360 relatif aux marchés publics

Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics article 30

Les acheteurs peuvent passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les situations décrites au I (1° au 7° et 9° et 10°) de l'article 30.

De telles dérogations aux principes de transparence et de mise en concurrence doivent, bien sur, respecter strictement les conditions posées par le décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

Elles devront à ce titre faire l'objet d'une justification écrite, dûment motivée et validée hiérarchiquement.

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Désordre Local jardinier Petit Bois de la Colline, Protocole d'accord entre la Ville et la SMABTP, assureur de la SAS PIERRE ET BETON

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline, le lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » d'un montant de 70 157.59€ a été attribué à la SAS PIERRE ET BETON suivant acte d'engagement du 20 décembre 2006.

Le 27 juin 2007, les travaux ont été réceptionnés sans réserve.

Le 3 décembre 2013, à la suite de l'apparition de fissures importantes sur le palier d'accès, la Ville a mis en demeure la SAS PIERRE ET BETON de reprendre intégralement l'ouvrage.

Afin de déterminer la cause, l'étendue et l'origine des dommages, la Ville a saisi le tribunal administratif de Montpellier d'un référé-expertise par requête du 26 mars 2014 à l'encontre de la SAS PIERRE ET BETON et de son assureur, la SMABTP.

Par ordonnance du 12 mai 2014, M. SALVADOR, expert judiciaire, a été désigné pour accomplir la mission d'expertise.

Aux termes de son rapport du 28 octobre 2014, il ressort que le sinistre menace à terme la ruine de l'ouvrage et rend l'ouvrage impropre à sa destination. L'expert conclut à la responsabilité totale de l'entreprise SAS PIERRE ET BETON.

Le montant des travaux retenu par l'expert est celui du devis de la société DARVER qui s'élève à 21 592.84€ TTC.

La Ville a fait effectuer ces travaux qui ont été réceptionnés le 11 mars 2015.

Afin de mettre un terme au litige né entre la Ville et la SAS PIERRE ET BETON, assurée par la SMABTP, et de prévenir un recours en responsabilité, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel dont il est ici l'objet.

La SAS PIERRE ET BETON ayant cessé son activité depuis le 31 juillet 2013, le présent protocole est conclu entre la Ville de Montpellier et l'assureur de la SAS PIERRE ET BETON, la SMABTP.

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au litige survenu entre les parties, et de prévenir tout litige à naître, au titre des dommages survenus à la suite de la réception des travaux de construction réalisés par la SAS PIERRE ET BETON dans le cadre du lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le protocole transactionnel à conclure entre la Ville de Montpellier et la SMABTP relatif aux dommages affectant le local jardinier du petit bois de la colline ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant qualité, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016 |

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, domiciliée 1 Place Georges FRECHE, 34 000 MONTPELLIER, représentée par son maire en exercice dûment habilité par délibération n° en date du....

ci-après désignée « La VILLE »

D'UNE PART,

ET

La SMABTP, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès qualité au siège social, sis 114 avenue Emile ZOLA 75 739 PARIS

ci-après désignée « SMABTP »

D'AUTRE PART.

Ensemble ci-après dénommées « les parties »

Paraphe de la VILLE

Paraphe de la SMABTP

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV:

PREAMBULE

Dans le cadre du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline, le lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » d'un montant de 70 157.59€ a été attribué à la SAS PIERRE ET BETON suivant acte d'engagement du 20 décembre 2006.

Le 27 juin 2007, les travaux ont été réceptionnés sans réserve.

Le 3 décembre 2013, à la suite de l'apparition de fissures importantes sur le palier d'accès, la Ville a mis en demeure la SAS PIERRE ET BETON de reprendre intégralement l'ouvrage.

Afin de déterminer la cause, l'étendue et l'origine des dommages, la Ville a saisi le tribunal administratif de Montpellier d'un référé-expertise par requête du 26 mars 2014 à l'encontre de la SAS PIERRE ET BETON et de son assureur, la SMABTP.

Par ordonnance du 12 mai 2014, M. SALVADOR, expert judiciaire, a été désigné pour accomplir la mission d'expertise.

Aux termes de son rapport du 28 octobre 2014, il ressort que le sinistre menace à terme la ruine de l'ouvrage et rend l'ouvrage impropre à sa destination. L'expert conclut à la responsabilité totale de l'entreprise SAS PIERRE ET BETON.

Le montant des travaux retenu par l'expert est celui du devis de la société DARVER qui s'élève à 21 592.84€ TTC.

La Ville a fait effectuer ces travaux qui ont été réceptionnés le 11 mars 2015.

Afin de mettre un terme au litige né entre la Ville et la SAS PIERRE ET BETON, assurée par la SMABTP, et de prévenir un recours en responsabilité, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel dont il est ici l'objet.

La SAS PIERRE ET BETON ayant cessé son activité depuis le 31 juillet 2013, le présent protocole est conclu entre la Ville de Montpellier et l'assureur de la SAS PIERRE ET BETON, la SMABTP.

Paraphe de la VILLE

Paraphe de la SMABTP

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au litige survenu entre les parties, et de prévenir tout litige à naître, au titre des dommages survenus à la suite de la réception des travaux de construction réalisés par la SAS PIERRE ET BETON dans le cadre du lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RECIPROQUES

2.1. La VILLE

La VILLE renonce à toutes prétentions, réclamations et à toute instance et action à l'endroit de la SAS PIERRE ET BETON et de son assureur la SMABTP au titre des désordres expressément visés dans la requête en référé-expertise n° 1401404 du 26 mars 2014

La VILLE accepte le règlement de l'indemnité transactionnelle d'un montant de 24 634,06€ TTC se décomposant comme suit :

- Montant des travaux de réparation : 21 592.84€ TTC
- Frais d'expertise : 2041.22€
- Indemnité pour les frais irrépétibles : 1000€

La Ville reconnaît son caractère forfaitaire, transactionnel et définitif.

Elle déclare qu'elle sera complètement remplie de ses droits et prétentions concernant les désordres subis par le local jardinier.

2.3. la SMABTP

La SMABTP s'engage à se substituer à la SAS PIERRE ET BETON dans le règlement à la VILLE de l'indemnité transactionnelle définitive d'un montant de 24 634,06€ TTC se décomposant comme suit :

- Montant des travaux de réparation : 21 592.84€ TTC
- Frais d'expertise : 2041.22€
- Indemnité pour les frais irrépétibles : 1000€

Elle reconnaît son caractère forfaitaire, transactionnel et définitif.

Paraphe de la VILLE

Paraphe de la SMABTP

ARTICLE 3: INDEMNITE TRANSACTIONNELLE

Le montant de l'indemnité transactionnelle s'élève à 24 634,06€ TTC et se décompose comme suit :

- Montant des travaux de réparation établi selon le devis de la société DARVER du 26 septembre 2014, soit 21 592,84€ TTC;
- Montant des frais et honoraires de l'expertise fixé par l'ordonnance du 3 novembre 2014, soit 2041,22€ ;
- Montant d'une indemnité correspondant aux frais irrépétibles, soit 1000€.

Il appartient à la SMABTP, assureur de la SAS PIERRE ET BETON, d'effectuer le versement de l'indemnité à la VILLE.

ARTICLE 4: PORTEE DU PROTOCOLE

Les parties aux présentes :

- reconnaissent et conviennent expressément que le respect des obligations mises à la charge de chacune des parties est directement conditionné par le respect par l'autre partie de ses propres obligations ;
- s'engagent à exécuter de bonne foi et à titre irrévocable le présent accord qui règle définitivement, sans exception ni réserve, les comptes pouvant exister entre elles ;
- s'interdisent expressément de remettre en cause la présente transaction en l'une quelconque de ses dispositions, pour quelque cause que ce soit, fût ce pour une erreur de droit ou de fait ;

En tout état de cause, les parties sont avisées et reconnaissent que le présent accord transactionnel et les obligations par elles contractées sont effectués à titre transactionnel, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et, notamment, de l'article 2052 du Code civil.

A ce titre, le présent accord transactionnel aura entre les parties le même effet juridique qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Chaque partie reconnaît expressément avoir eu le temps nécessaire et bénéficié de tous les conseils utiles pour mesurer l'exacte portée de ses engagements avant de donner son entier consentement sur les termes de la présente transaction.

Paraphe de la VILLE

Paraphe de la SMABTP

ARTICLE 5: LITIGES

Les juridictions relevant de la compétence territoriale de MONTPELLIER seront seules compétentes pour connaître de tout litige entre les parties se rapportant à la formation, à l'interprétation ou à l'exécution du présent protocole transactionnel, ou le cas échéant d'une demande d'homologation de ce dernier.

Fait à

Le

Pour la ville de MONTPELLIER*

Pour la SMABTP

** Il convient d'indiquer le nom, la qualité du signataire et le cachet des entreprises. De plus, toutes les pages du présent protocole doivent être paraphées par les parties. Enfin, les signatures doivent être précédées de la mention manuscrite « lu et approuvé – bon pour transaction définitive ».*

Paraphe de la VILLE

Paraphe de la SMABTP

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Cotisation à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créée en 1907, reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements.

Aujourd'hui, 34 486 maires et 1 481 présidents d'EPCI en sont adhérents.

L'association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'association des Maires de France. La fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault. Pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France.

Au titre de l'année 2016, il est donc proposé l'adhésion à l'Association de Maires de France et celle des Maires de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 799,90 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant total de 43 799,90 € ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la nature 6281 chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Montpellier, le 5 janvier 2016

Monsieur Philippe SAUREL
Maire de MONTPELLIER
Hôtel de Ville
34000 MONTPELLIER

Cher(e) Collègue,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'appel à cotisation 2016.

Comme décidé lors de l'assemblée générale du 7 novembre 2015, cette somme correspond à votre cotisation à l'**association des maires de France** et à l'**association des maires de l'Hérault**.

Le montant pour votre commune s'élève à : **43799,9 €**

Je vous remercie de bien vouloir vous acquitter de cette cotisation au compte ouvert à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Midi – agence de Montpellier Préfecture dont vous trouverez le relevé d'identité bancaire ci-dessous :

- code banque : 13506
- code guichet : 10000
- numéro de compte : 20082827000
- clé RIB : 66
- domiciliation : Crédit Agricole Montpellier Préfecture
- code IBAN : FR76 1350 6100 0020 0828 2700 066
- code BIC : AGRIFRPP 835

ASSOCIATION DES MAIRES DE L'HÉRAULT

- SIRET : 514 474 725 000 17
- SIREN : 514 474 725
- Code APE : 9499Z

Je vous précise que l'association des maires de France nous demande un reversement avant le 30 juin. En conséquence, je vous remercie de bien vouloir prendre un mandatement dans le courant du premier trimestre.

En vous remerciant pour votre contribution, je vous prie d'agréer, Cher(e) Collègue, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le Président,



Christian BILHAC
Maire de Péret

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

○

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	Fonctionnement		2 000 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	INTERVENTION ARTISTIQUE DANS LES ECOLES	1 000 €
6285	LA MAISON DES HISTOIRES	Fonctionnement		400 €
TOTAL				3 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:

○

- SPORT

Code	Structure	Type	Montant
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	1 800 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	2 700 €
917	MUC VOLLEY-BALL	Fonctionnement	16 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement	19 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement	3 000 €
1417	MUC BASEBALL	Fonctionnement	4 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	2 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement	3 000 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement	7 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement	4 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	20 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	102 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	145 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	85 000 €
TOTAL			415 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6428	FEDERATION FRANCAISE DE KARATE	Projet	CHAMPIONNAT D'EUROPE DE KARATE	25 000 €
	FEDERATION FRANCAISE DE NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATATION	60 000 €
TOTAL				85 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25850, nature 6574, chapitre 924

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	Projet	ACTION ET FORMATION CITOYENNE	1 300 €
5370	ENV AGROTECH	Projet	SEMINAIRE SCIENTIFIQUE	500 €
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF	Projet	GESTION ET COMMUNICATION DE LA ROUTE DES PAPILLONS	500 €
TOTAL				2 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
2110	A CŒUR OUVERT	Fonctionnement	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	Fonctionnement	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	Projet	NOËL DE L'ESPOIR	8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Projet	AU FEMININ	350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE** :

- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE HERAULT	Fonctionnement		4 000 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS	Projet	ATELIER DE QUARTIER	9 000 €
TOTAL				13 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3064	LÂCHE LES MOTS	Projet	ON GRAFFE NOS POUBELLES	400 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	HISTOIRE D'UN ENFANT GIPSY	500 €

5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS	Fonctionnement		700 €
TOTAL				2 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 534 150 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver les conventions spécifiques pour les clubs sportifs de haut niveau annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Exercice 2016

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL Maire agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016,

La SAS MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,
Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 438 180 523 000 13
Le siège étant situé :
Domaine de Grammont, Avenue Albert Einstein – 34967 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par Monsieur Laurent NICOLLIN, Président délégué, autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et attribuer une subvention à la SAS Montpellier Hérault Sport Club.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à la SAS Montpellier Hérault Sport Club une subvention de : **85 000 € T.T.C.** pour l'exercice 2016 réparti selon les modalités suivantes :

- 85 000 € pour la saison 2016-2017,

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1, R 113-2 et R 113-3 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à SAS Montpellier Hérault Sport Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2- Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

- 1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention et conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux et du relevé d'identité bancaire ;
- 2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes au 15 décembre 2016 :
 - Bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées ;
 - Un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente ;
 - Un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

Article 3 – Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général sont précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées :

Montant des sommes affectées : 45 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle.

Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers.

2 Actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale :

Montant des sommes affectées : 40 000 €

Ces actions sont labellisées M Tour et se déclinent comme suit :

Opérations au cœur des quartiers :

Le projet consiste dans l'organisation de manifestations à destination des pratiquants du football lors de stages proposés par la Ville de Montpellier, autour des sportifs professionnels dans un but de cohésion et d'échanges.

1^{er} axe : Social

Lors des stages sportifs organisés pendant les vacances de Février et de la Toussaint, les joueurs du Montpellier Hérault Sport Club interviendront dans le cadre d'un parrainage à l'occasion des stages des clubs de quartiers.

Les éducateurs des clubs de football de quartiers seront invités à participer à des séances d'entraînement des joueurs du Montpellier Hérault Sport Club.

Lors des stages organisés par le MHSC au centre d'entraînement de Grammont, 5 places seront réservées pour des enfants issus de quartiers « Contrats de Ville ». Inscrits directement par la Ville de Montpellier, ils bénéficieront de la demi-pension et d'une dotation vestimentaire.

Une visite du centre de tri de Amethyste sera organisé pour le conseil municipal des enfants.

2^{ème} axe : Scolaire

Le Club s'engage à participer à l'opération « Montpellier Hérault Sport Club sur le banc de l'école », afin de permettre l'initiation des enfants à la pratique du football. Cinq écoles environ seront concernées.

Participation à des opérations ville :

Le club s'engage à assurer la présence de joueurs professionnels lors de manifestations organisées par la ville.

Article 4 : Liens avec les autres collectivités

La SAS Montpellier Hérault Sport Club est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La SAS Montpellier Hérault Sport Club devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 5 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la SAS Montpellier Hérault Sport Club.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure la SAS Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la SAS Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 6 – Financements des opérations

La SAS Montpellier Hérault Sport Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 7 – Obligations financières

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 7, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2017 une situation financière arrêtée au 31 décembre 2016
- Au 15 mai 2017, le compte prévisionnel de la saison 2016/2017.
- Au 1^{er} septembre 2017, un rapport d'activité sur la saison 2016/2017 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2017, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2017 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'Administration.

Article 8 – Résiliation de la Convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la SAS Montpellier Hérault Sport Club, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.
- liquidation ou dissolution de la SAS entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Hérault Sport Club,
- mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,
- retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la SAS, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

Article 9 – Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de la SAS Montpellier Hérault Sport Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

Lu et approuvé

Le Président délégué,
Pour la SAS Montpellier Hérault Sport Club

Laurent NICOLLIN

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

**Au titre des articles R 113-1 et R 113-2 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée
ANNEXE 1**

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2014-2015 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2015-2016 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Exercice 2016

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL Maire agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016,

D'une part,

Et :

La S.A.S. MONTPELLIER HANDBALL,

Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 479 620 544 00011

Le siège étant situé : centre Jean-Paul Lacombe, 1000 avenue du Val de Montferrand – 34090 MONTPELLIER

Représentée par son Président Monsieur Serge GRANGER, autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et attribuer une subvention à la S.A.S. Montpellier Handball.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et aux articles R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à la S.A.S. Montpellier Handball une subvention de **145 000 € T.T.C.** réparti de la manière suivante :

- 145 000 € pour la saison sportive 2016-2017.

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1 et R 113-2 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à la S.A.S. Montpellier Handball n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2 – Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

- 1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention et conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux et du relevé d'identité bancaire ;
- 2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes au 15 décembre 2016 :
 - Bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées ;

- Un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente ;
- Un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées

Article 3 : Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

Actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale :

Montant de la somme affectée : 145 000 € T.T.C.

Ces actions sont labellisées M Tour et se déclinent comme suit :

1^{er} axe : opérations tout public

Opérations au cœur des quartiers :

Le projet consiste dans l'organisation de manifestations à destination des habitants du quartier autour des sportifs professionnels dans un but de cohésion et d'échanges. Trois quartiers seront concernés (Paul Valéry/St Martin/Alco), classés en Quartier Politique de la Ville (QPV).

L'opération se déroulera en trois temps :

Un premier temps dédié aux jeunes du quartier sous la forme d'un tournoi de handball
La deuxième partie permettra aux parents et aux habitants du quartier d'assister à une exhibition de l'équipe professionnelle du MAHB sous la forme d'un match d'entraînement.

Un troisième temps, de rencontre entre les personnes présentes, les joueurs et dirigeants du Club.

Des actions « passerelles » seront mises en place par le MAHB pour que les enfants qui ont participé à ces opérations puissent intégrer éventuellement les clubs locaux support mais aussi accompagnés de leurs parents ils pourront assister à un match de handball de l'équipe professionnelle.

Soirées de formation :

Le concept de ces soirées est de rassembler autour de thèmes spécifiques, l'ensemble des acteurs concernés, à savoir les cadres des clubs et associations de la Ville, les étudiants, stagiaires et jeunes montpelliérains.

Participation à des opérations ville :

Le club s'engage à assurer la présence de joueurs professionnels lors de manifestations organisées par la ville, dans la mesure de la disponibilité des joueurs, et en fonction du calendrier sportif.

Carte été jeunes :

Le club s'engage à offrir des invitations à des jeunes en possession de cette carte.

Ces invitations seront disponibles pour chacune des deux premières journées de championnat 2016/2017 et seront distribuées à l'espace jeunesse.

2ème axe : opérations à destination des enfants

Intervention avec les centres de loisirs municipaux :

Le club s'engage à organiser un tournoi à destination des centres de loisirs de la ville au Palais des sports Bognol ce qui permettra aux enfants de visiter les installations sportives et d'assister à un entraînement de l'équipe professionnelle.

Interventions dans les écoles de la Ville et organisation de tournois scolaires:

Le club interviendra cette année dans des écoles de la ville, et initiera ainsi de nombreux élèves à la pratique du Handball dans le cadre de l'éducation physique et sportive en milieu scolaire.

Deux tournois seront organisés regroupant les écoles de la ville par secteur finalisant ainsi tout un module d'apprentissage du Handball.

Stages vacances « La tête et les jambes » :

Dans le cadre de la réussite éducative, des stages de handball associés à des activités « intellectuelles » sont organisés pour les petits Montpelliérains pendant les vacances scolaires.

3^{ème} Axe : opérations ponctuelles ou évènementielles

Animations périphériques au mondial du handball :

Dans le cadre du Mondial du hand, de janvier 2016 à décembre 2016, des animations seront organisées autour du handball pour tous les publics, en partenariat avec la ligue, la fédération française de Handball et les différents clubs partenaires sur le territoire.

Article 4 : Liens avec les autres collectivités

La S.A.S. Montpellier Handball est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La S.A.S. Montpellier Handball devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 5 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S. Montpellier Handball.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure la S.A.S. Montpellier Handball de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S. Montpellier Handball en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 6 : Financement des opérations

La S.A.S. Montpellier Handball assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 7 : Obligations financières

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 9, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2017, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2016
- Au 15/05/2017, le compte prévisionnel de la saison 2016/2017.
- Au 1^{er} septembre 2017, un rapport d'activité sur la saison 2016/2017 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2017, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2017 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'administration.

Article 8 : Résiliation de la convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la S.A.S. Montpellier Handball, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

-violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.

-liquidation ou dissolution de la S.A.S. entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Handball,

-mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,

-retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la S.A.S., aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises

Article 9 : Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de la S.A.S. Montpellier Handball et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

Lu et approuvé

Le Président de la S.A.S.
Montpellier Handball

Serge GRANGER

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre du Code du Sport

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2014-2015 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article L-113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant : ...

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2015-2016 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Exercice 2016

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL Maire agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016,
D'une part,

Et :

S.A.S.P. MONTPELLIER RUGBY CLUB,
Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 433 839 024 000 26
Le siège étant situé : 500 avenue de Vannières, stade Yves du Manoir – 34070 MONTPELLIER
Représentée par son Président directeur Général, Monsieur Mohed ALTRAD, autorisé à signer la présente convention

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier attribue une subvention à la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club une subvention de : **102 000 € T.T.C.** pour l'exercice 2016 réparti selon les modalités suivantes :

- 51 000 € pour la saison 2015-2016.
- 51 000 € pour la saison 2016-2017,

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1, R 113-2 et R 113-3 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à S.A.S.P. Montpellier Rugby Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2 – Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

- 1- Un premier versement pour la saison 2015-2016, conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux et du relevé d'identité bancaire ;
- 2- Le solde de la subvention portant sur la saison 2016-2017, sera versé sur présentation des pièces suivantes au 15 décembre 2016 :
 - Bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées ;
 - Un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente ;
 - Un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

Article 3 - Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées :

Montant des sommes affectées : 48 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle.

Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers.

2 Actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale :

Montant des sommes affectées : 54 000 €

Ces actions sont labellisées M Tour et se déclinent comme suit :

➤ **L'Ovalie dans tous les sens :**

Deux stages seront proposés durant la première semaine des vacances scolaires de la Toussaint et de Printemps.

➤ **Baptême de l'air :**

Les joueurs du Montpellier Rugby Club participeront avec les jeunes de l'ITEP de Bourneville, à un baptême de l'air à l'aérodrome de Montpellier.

➤ **Le City Raid Andros à Montpellier :**

Le Montpellier Rugby Club animera un parcours civique urbain dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier afin de faire découvrir les institutions de la Ville autrement :

- Public cible : jeunes âgés de 13 à 17 ans

➤ **L'Opération Carte Été Jeunes :**

130 places seront mises à disposition lors d'un match MHR à définir.

➤ **Opération auprès d'un public handicapé :**

Le maintien des relations avec l'ITEP Nazareth et le centre Bourneville permettra de mettre en place un cycle annuel regroupant, une vingtaine de jeunes, et la mise à disposition d'éducateurs.

➤ **Participation à des opérations ville :**

Le club s'engage à assurer la présence de joueurs professionnels lors de manifestations organisées par la ville.

➤ **Opérations scolaires :**

Intervention sur 14 écoles élémentaires de la ville de Montpellier dont 8 sont en dans des quartiers « Contrats de Ville ».

Ces cycles scolaires se termineront par des tournois à l'Altrad Stadium avec une visite des infrastructures et une dotation de deux invitations pour assister à un match de TOP 14 ce qui représentera 1750 places au total.

Article 4 : Liens avec les autres collectivités

La S.A.S.P. Montpellier Rugby Club est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La S.A.S.P. Montpellier Rugby Club devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 5 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 6 – Financements des opérations

La S.A.S.P. Montpellier Rugby Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 7 – Obligations financières

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 9, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2017, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2016
- Au 15 mai 2017, le compte prévisionnel de la saison 2016/2017.
- Au 1^{er} septembre 2017, un rapport d'activité sur la saison 2016/2017 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2017, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2017 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'Administration.

Article 8 – Résiliation de la Convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la SASP Montpellier Rugby Club, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.
- liquidation ou dissolution de la SASP entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Rugby Club,
- mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,
- retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la SASP, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

Article 9 – Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

Lu et approuvé

Le Président Directeur Général
Pour la SASP Montpellier Rugby Club

Mohed ALTRAD

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Au titre des articles R 113-1 et R 113-2 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée
ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2014-2015 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2015 POUR LA SAISON 2015-2016 :

Par le Conseil Régional du Languedoc Roussillon

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le Conseil Général de l'Hérault :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la Ville de Montpellier :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Création d'un tarif pour l'organisation des primaires des partis politiques

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de simplifier les relations de la Ville de Montpellier vis-à-vis des partis politiques souhaitant organiser des primaires sur son territoire il vous est proposé d'approuver la création d'un nouveau tarif.
Ce tarif sera mis en oeuvre pour chaque bureau de vote demandé par un parti politique pour l'organisation de ses primaires.

Les primaires seront organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend : le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...), la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de 390€ par bureau et par tour de scrutin.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création de tarif qui lui est proposé dans la présente délibération ;
- de préciser qu'il sera applicable au 1^{er} juillet 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Création et modifications de tarifs pour la mise à disposition du Carré Sainte-Anne et du Pavillon Populaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Carré Sainte-Anne, espace d'art contemporain, et le Pavillon Populaire, espace photographique, sont de véritables écrans municipaux de présentation des œuvres des artistes majeurs qui y sont invités. Dans le respect de la création, des œuvres et de la volonté des artistes, la Ville de Montpellier propose d'ouvrir désormais ces lieux à l'accueil de rencontres professionnelles et événementielles, sans entraver l'ouverture des expositions au public.

Ces accueils permettront de développer la notoriété de nos lieux d'art, l'ouverture à de nouveaux publics et de proposer, au même titre que le Musée Fabre, La Panacée ou l'Opéra Comédie, de nouveaux sites prestigieux et atypiques emblématiques de Montpellier.

A ce titre, il vous est proposé aujourd'hui d'adopter la mise en place d'une tarification pour le Pavillon Populaire et le renouvellement de celle du Carré Sainte-Anne en prenant en compte le projet d'établissement et les coûts de fonctionnement de tels accueils ; nous proposons de fixer trois tarifs distincts, qui s'adaptent à une mise à disposition des lieux avec ou sans exposition en cours :

- Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité et de l'accord sur cet accueil ;
- *Demi-tarif pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle des lieux d'art que sont le Pavillon Populaire et le Carré Sainte-Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier **entraînant des recettes** ;
- **Forfait de base pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de la politique culturelle de la Ville de Montpellier **n'entraînant pas de recettes**.

Carré Sainte-Anne	Unité	Tarifs 2016		
		Plein tarif	Demi tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

Pavillon Populaire	Unité	Tarifs 2016		
		Plein tarif	Demi tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les créations et modifications de tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 1^{er} juillet 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 58 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 88 034,50 €.

DATE	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
03/06/2016	SALLE PETRARQUE	DIS-LALIE	610	30,5	579,5
04/06/2016	SALLE PETRARQUE	Association des Choeurs de Montpellier	610	30,5	579,5
04/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	315	30,5	284,5
04/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Réseau Education sans Frontières 34	450	30,5	419,5
06/06/2016	SALLE DES RENCONTRES	LIONS CLUB MONTPELLIER DOYEN	2700	0	2700
07/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Fédération de l'Hérault	315	30,5	284,5
07/06/2016	CENTRE RABELAIS	Mutuelle Générale de l'Education Nationale	1325	51	1274
07/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	AV2E- Vivre à l'Esplanade de l'Europe	450	30,5	419,5
07/06/2016	Salle de réceptions Grammont	CHU	2040	0	2040
07/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
09/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2040	51	1989
09/06/2016	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	315	30,5	284,5
09/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Elémentaire JULES SIMON	1630	30,5	1599,5
10/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole élémentaire Alain SAVARY	1630	30,5	1599,5
10, 17 et 24/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Direction de l'Administration Pénitentiaire	945	91,5	853,5
11/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Eglise Protestante Malgache en France	315	157,5	157,5
12/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Solidarité Dom Tom Hérault	2000	1000	1000
12/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	3000	102	2898
12/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Théâvida	900	61	839
14/06/2016	CENTRE RABELAIS	Agence régionale de la santé	1325	51	1274
14/06/2016	Salle de réceptions Grammont	ROTARY CLUB Méditerranée	2040	51	1989
15/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315	30,5	284,5
16/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Amicale des Retraités Municipaux	2040	51	1989
16/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Coup de soleil Languedoc-Roussillon	315	157,5	157,5
17/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GROUPE MIAM MIAM SUD	450	225	225
17/06/2016	Salle Jules PAGEZY	ARASM-Croix Marine	1630	51	1579
18/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	APHIMGLFF	315	30,5	284,5
18/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Service des Traducteurs d'Urgence	450	30,5	419,5
20/06/2016	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	2040	51	1989
21/06/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier centre ressources autisme	1325	51	1274
23/06/2016	SALON DU BELVEDERE	ATELIER DE DANSE	315	30,5	284,5
23/06/2016	SALLE PETRARQUE	Jazz à Tous les Etages	610	30,5	579,5
24/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Berthe Morisot	1630	51	1579
24/06/2016	SALLE PETRARQUE	Laboratoire LIRMM	610	30,5	579,5
25/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Club sportif des Sourds (secteur Badminton)	450	30,5	419,5
25/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630	51	1579
25/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Inter'Cal Union des Calendretas de l'Agglomération de Montpellier	315	30,5	284,5
26/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Centre Communautaire et Culturel Juif	3000	1500	1500
27/06/2016	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	610	30,5	579,5
28/06/2016	CENTRE RABELAIS	Montpellier Danse	1325	77	1248
28/06/2016	SALLE PETRARQUE	Gazette des Communes	610	0	610
28/06/2016	SALLE DES RENCONTRES	Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault	3260	51	3209
30/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Paul Bert	1630	51	1579
02/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Fédération Française des Motards en Colère	450	30,5	419,5
17/06/2016	Salle de réceptions Grammont	COSC	2040	0	2040
20/06/2016	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	2040	51	1989
01/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SERM	450	30,5	419,5
01/07/2016	Salle Jules PAGEZY	ECHECS CLUB MONTPELLIER	17040	612	16428
02 et 04/07/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	630	61	569
02/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Vivre Parc Marianne	450	30,5	419,5
03/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SONIKETE FLAMENCO	900	450	450
03/07/2016	Salle de réceptions Grammont	Amicale Arménienne de Montpellier et sa Région	3000	102	2898
05, 07, 08/07/2016	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documentation	6120	153	5967
08/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	1800	122	1678
09/07/2016	SALLE DES RENCONTRES	Forum Fédération International du sport Universitaire 2016	3260	51	3209
18/07/2016	SALON DU BELVEDERE	Institut Européen des Membranes	315	30,5	284,5
21/07, 11et 25/08/16	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1830	91,5	1738,5
28/07/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Parents d'Elèves du Conservatoire	4370	427	3943
				TOTAL	88034,5

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire..

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait pour la commune de Montpellier et le centre communal d'action sociale de Montpellier se traduit par la volonté de renouveler le groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques sur le fondement de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en vue de la passation des marchés informatiques concernant l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs, et de logiciels, les prestations d'installation, de conseil, de support et d'audit ainsi que les développements de solutions.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

Durant cette période, chaque entité sera libre de lancer des consultations de façon autonome, hors groupement de commandes, pour des besoins spécifiques.

La convention prend effet le 5 septembre 2016 pour une durée de quatre ans et se termine en cas de sortie d'un des deux membres du groupement ou à défaut à la fin de cette période.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

CONVENTION GENERALE DE GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF AUX EQUIPEMENTS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, habilitée à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, d'une part,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Annie YAGUE, d'autre part, habilitée par délibération du Conseil d'Administration du XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Préambule:

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait pour la commune de Montpellier et le centre communal d'action sociale de Montpellier se traduit par la volonté de renouveler le groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques.

Article I. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques sur le fondement de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en vue de la passation des marchés informatiques concernant, l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs, et de logiciels, ainsi que les prestations d'installation, de conseil, de support et d'audit ainsi que les développement de solutions. Avant l'envoi des Avis d'Appel Public à la Concurrence, chaque partie à la convention de groupement de commandes aura 15 jours pour confirmer ses besoins précis.

Article II. Adhésion et retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement.

Article III. Membre chargé de la procédure

En vertu de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899, la Ville de Montpellier est chargée de toute la procédure de passation des marchés communs à la Ville et au C.C.A.S. objet de cette convention sur la base et conformément aux besoins définis par chacun des membres.

Le CCAS s'engageant à communiquer au coordonnateur une évaluation de ses besoins préalablement au lancement des procédures.

Toutes les procédures du droit des marchés publics peuvent être utilisées.

La Ville de Montpellier gère ainsi l'ensemble de la procédure jusqu'au choix des titulaires des marchés (élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises, publication des avis de publicité, échanges avec les candidats, tenue de la CAO...).

Elle se charge également de la signature du marché et de la notification et de la transmission d'un dossier de marché au CCAS. Chaque membre du groupement s'assurant de la bonne exécution.

Le CCAS s'engage à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et, à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

La Ville de Montpellier gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

La Ville de Montpellier s'engage à recueillir l'avis du CCAS pour chacune des étapes de la procédure de passation des marchés publics.

La Ville de Montpellier gère la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix, réalise les avenants, sollicite les attestations sociales et fiscales annuelles, centralise les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Article IV. Durée de la convention

La convention prend effet le 5 septembre 2016 pour une durée de quatre ans et se termine en cas de sortie d'un des deux membres du groupement ou à défaut à la fin de cette période.

Article V. Commission du groupement

Au besoin, la commission d'appel d'offres du groupement sera celle de la Ville de Montpellier.

Article VI. Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

- Modalités de paiement des marchés

Les modalités de paiement au(x) prestataire(s) seront indiquées dans les documents des marchés respectifs.

- Frais de fonctionnement du groupement

Les frais de fonctionnement du groupement, ainsi que les frais de procédure sont entièrement pris en charge par la ville de Montpellier.

Article VII. Modification de la convention

Toute modification de la convention sera réglée par avenant, approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des parties présentes à la convention. L'avenant ne prend effet qu'à compter de l'accord donné par l'ensemble des parties.

Article VIII. Litiges

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Article IX. Pièces constitutives de la présente convention

- la convention
- les délibérations de la Ville de Montpellier et du C.C.A.S.

Fait à Montpellier,
Le

Pour la Ville de Montpellier,
Monsieur le Maire,

Pour le CCAS,
Madame la Vice-Présidente,

Philippe SAUREL

Annie YAGUE

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la maintenance des installations d'éclairage public entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole – Autorisation de Signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La compétence éclairage public est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er janvier 2016. Le réseau concerné est composé de candélabres, d'armoires électriques de distribution et de câbles d'alimentation aériens ou souterrains.

A Montpellier, les réseaux peuvent comporter des tronçons ou équipements situés à l'intérieur de périmètres non transférés à la Métropole (parcs et jardins, parkings d'équipements municipaux ...).

Les marchés de maintenance conclus par la Ville de Montpellier et transférés à la Métropole, qui prennent en compte l'ensemble du réseau d'éclairage public, arrivent à échéance au 31 décembre 2016.

Il convient donc de lancer une procédure de consultation d'entreprises pour attribuer de nouveaux marchés. Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération pour la passation et l'exécution du marché de maintenance des installations et petits travaux d'éclairage public. Les prestations seront ainsi réalisées sur tout le réseau, sans discontinuité, pour assurer un service efficace et une gestion financière et technique rationnelle.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et assurera donc toute la procédure de passation et d'exécution des prestations au nom et pour le compte des membres du groupement. Il s'agit d'un accord-cadre de travaux exécuté par bons de commande, sans montant maximum, d'une durée d'un an à compter de la notification prévue en décembre 2016, et renouvelable trois fois.

Ce marché comportera quatre lots géographiques pour le pôle de Montpellier, définis par quartiers. Ces quatre lots, estimés à 6 millions d'euros, sont l'objet de la convention de groupement de commande et ne comprennent que les prestations de maintenance (entretien assuré par la régie de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public).

Les lots concernés par la convention de groupement de commandes avec la Métropole sont les suivants :

- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Croix d'argent et Cévennes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 9 : Montpellier – Quartiers hôpitaux Facultés et Mosson

Montant minimum : 180 000 € HT / an

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



Montpellier Méditerranée Métropole

Ville de Montpellier

Convention de groupement de commandes

Marché de maintenance des installations d'éclairage public

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 05 avril 2014 ;

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Rabii YOUSSEF, Vice-Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil métropolitain en date du 26 mai 2016.

Il est convenu ce qui suit :

Preamble

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de maintenance et petits travaux sur l'éclairage public, en application de leurs compétences respectives.

Dans le cadre de la gestion commune de l'éclairage public sur le territoire de Montpellier, organisée par la convention de mise à disposition du service éclairage public de la DAGEP de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier, il est convenu de réaliser les prestations sur tout le réseau, sans discontinuité, pour assurer un service efficace et une gestion financière et technique rationnelles.

Pour cela, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation et du suivi d'exécution des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention s'intègre dans la stratégie de commande publique pour l'éclairage public, comprenant le marché d'entretien et de maintenance de l'éclairage public qui couvre l'ensemble du territoire métropolitain.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

En application du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28, la présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation et la réalisation d'un marché relatif à la maintenance des installations d'éclairage public.

Il s'agit d'un marché de travaux (9 lots), à bons de commande, sans montant maximum, d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

La convention de groupement de commande portera sur les quatre lots situés sur le territoire de Montpellier, pour la réalisation de prestations de maintenance et petits travaux, estimés à 6 millions d'euros.

Article 2 – Définition des besoins

Les lots concernés et leurs montants annuels minimums seront les suivants :

Intitulé des lots	Montant minimum
Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes	180 000 € HT / an
Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre	180 000 € HT / an
Lot 8 : Montpellier – Quartiers Croix d'argent et Cévennes	180 000 € HT / an
Lot 9 : Montpellier – Quartiers hôpitaux Facultés et Mosson	180 000 € HT / an

Article 3 – Rôle du coordonnateur

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics: le coordonnateur assurera toute la procédure de passation et d'exécution du marché public au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il incombe au coordonnateur de procéder à l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer, notifier le marché pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :

- Recensement et définition des besoins en associant les autres membres du groupement
- Choix de la procédure
- Préparation de la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc... ..)
- Gestion des formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de regret, élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...)
- Organisation, convocation et gestion de la Commission d'appel d'offres
- Attribution du marché
- Gestion du contentieux

Après l'attribution du marché :

- Signature du marché
- Transmission du marché au contrôle de légalité
- Notification du marché au nom et pour le compte des membres du groupement

Il incombe également au coordonnateur d'assurer la gestion technique et financière pour toutes les prestations au nom de l'ensemble des membres. L'exécution technique et financière recouvre notamment les prestations suivantes :

- Envoi des ordres de service le cas échéant
- Passation des commandes
- Gestion des livraisons et du suivi technique
- Réception et paiement des factures
- Gestion de la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix
- Réalisation des avenants
- Sollicitation des attestations sociales et fiscales annuelles
- Centralisation des reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant
- Gestion du contentieux

Article 4 – Procédure de passation des marchés

Le marché sera passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert, en application de l'article 25-1 1° et 67 à 68 du nouveau code des marchés publics.

Le coordonnateur tient informés les membres du groupement du déroulement de la procédure.

Article 5- Modalités financières d'exécution

Le coordonnateur du groupement est chargé de l'exécution financière du marché qui consiste en l'engagement financier des prestations (émission des bons de commandes, avances...) et le règlement des factures.

Les modalités de remboursement des prestations exécutées pour le compte des autres membres du groupement seront à préciser lors d'une première réunion suite à la conclusion de la présente convention.

Article 6 – Commission d'appel d'offres du groupement

Dans les conditions définies par l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

Article 7 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 8 – Frais financiers

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou indemnisation.

Article 9 – Adhésion au groupement de commandes

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Article 10 – Retrait du groupement de commandes

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement.

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de la collectivité.

Article 11– Modifications

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article 12 – Résiliation de la présente convention

La présente convention ne peut être résiliée que d'un commun accord.

Article 13 – Capacité à agir en justice

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres du groupement sur l'évolution de la procédure.

En cas de condamnation par une décision devenue définitive au versement de dommages et intérêts, les membres du groupement conviennent de se réunir afin de déterminer ensemble les modalités de répartition des sommes dues.

Article 14 – Litiges

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Le Maire

Le Vice-présidente délégué

Philippe SAUREL

Rabii YOUSSEUS

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 3 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole de Montpellier. Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n° 2010/555 approuvée en Conseil Municipal du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux pour la maintenance des équipements climatiques, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° 2014/501 approuvée en Conseil Municipal du 6 novembre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015, puis par délibération n° 2015/247 du Conseil Municipal du 18 juin 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses trente et une communes, a été adopté par délibération n° 2015/129 du Conseil Municipal du mercredi 29 avril avec un processus de concertation en cours pour la mise en œuvre de celui-ci et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2016-2017, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1er juillet 2016.

Il convient par ailleurs de mettre à jour la liste des bâtiments, objet de la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements.

Les modifications apportées à cette liste entraînent une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement annuel du service par Montpellier Méditerranée Métropole, le montant annuel est porté de 212 394€ à 246 470€.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous documents afférents ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



Convention de Mutualisation du service énergie entre la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Avenant n°3

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège est situé au 50, place Zeus –
CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée
Métropole, en vertu de la délibération n°12997 du conseil du 28 mai 2015,

D'une part,

Et la **Ville de Montpellier**, dont le siège est situé au 1 place Georges FRECHE,
34267 Montpellier Cedex 2 ;

Représentée par Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire de la Ville de
Montpellier, en vertu de la délibération n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 ;

D'autre part,

Préambule

Par arrêté préfectoral, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été
transformée en Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2015.

Art.1 – Objet

Cet avenant a pour objet de proroger les termes de la convention actuelle de un an
renouvelable une fois un an à compter du 1^{er} juillet 2016.

En effet compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation de Montpellier
Méditerranée Métropole et de ses trente et une communes a été adopté par
délibération n°13448 avec un processus de concertation en cours pour la mise en
œuvre de celui-ci et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage
doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2016-2017, il est proposé que

LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA CONVENTION
Mise à jour le 28 avril 2016

Direction	Equipement	Type
Culture	AGORA Centre Chorégraphique	salle de spectacle
Culture	CNM CANDOLLE	enseignement
Culture	CNM Sainte ANNE	enseignement
Culture	Ecole Supérieure Des Beaux Arts	enseignement
Culture	ECOLOTHEQUE	bureaux
Culture	Médiathèque Emile ZOLA	médiathèque
Culture	Médiathèque Federico FELLINI	médiathèque
Culture	Médiathèque Fédérico GARCIA LORCA	médiathèque
Culture	Médiathèque Françoise GIROUD	médiathèque
Culture	Médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU	médiathèque
Culture	Médiathèque Victor HUGO	médiathèque
Culture	Médiathèque William SHAKESPEARE	médiathèque
Culture	Opéra COMEDIE	salle de spectacle
Culture	Planétarium GALILEE	salle de spectacle
Culture	Réserves du Musée Fabre	local
Culture	Théâtre de Grammont	salle de spectacle
DMGB	Siège Métropole Pavillon Junon	bureaux
DMGB	Siège Métropole Pavillon Zeus	bureaux
DMGB	Siège Métropole Coupole Sud	bureaux
DMGB	Domaine de la Pompignane	bureaux
Sports	Complexe Sportif de la MOSSON	stade
Sports	Gymnase du Peyrou	gymnase
Sports	Palais des Sports René BOUGNOL	gymnase
Sports	Piscine Amphitrite (St Jean Védas)	piscine
Sports	Piscine Suzanne BERLIOUX (La Rauze)	piscine
Sports	Piscine Christine CARON (Castelnau le lez)	piscine
Sports	Piscine Alex JANY (Jacou)	piscine
Sports	Piscine Alfred NAKACHE	piscine
Sports	Piscine CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	piscine
Sports	Piscine PITOT	piscine
Sports	Piscine Marcel SPILLIAERT (Chamberte)	piscine
Sports	Piscine Jean TARIS (Pompignane)	piscine
Sports	Piscine Jean VIVES (Maurin)	piscine
Sports	Stade Yves Du MANOIR A	stade
Sports	Stade Yves Du MANOIR C et D	stade

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles à titre gracieux dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 255 €

L'association concernée est :

MPT VILLON : 100% lady's 255€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2585 €

Les associations concernées sont :

MPT COLUCCI : Crèche BAMBOUBULLE 55€

MPT GUILLERME : Avec 110€

MPT MERCOURI : Cie des Sherpas 275€, Comité de quartier Port Marianne Sud 55€

MPT PAGNOL : Alliance 440€, Association savoir solidarité Fraternité 110€, FPMA 110€

MPT PARKS : Cie des Sherpas 330€, Eiki l'âme des créatifs 110€, Les Mains enchantées 110€, Volontariat et soutien par l'art 385€.

MPT VOLTAIRE : Italia a due passi 110€, Eiki l'âme des créatifs 275€

MPT LAGRANGE : Grandir sans fil 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux :						PONCTUELLE			
Maison pour tous :			MICHEL COLUCCI		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
Pour Conseil Municipal du :			22-juin-16						
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	Créneaux : Jour horaire	Nombre d'heure	Valorisation	
	CRECHE BAMBOUBULLE	Mme LEPRIEUR Frédérique	Création et gestion d'une structure d'accueil pour la petite enfance (crèche associative pour enfants de 3 mois à 3 ans), d'une capacité de 16 enfants	FETE DE FIN D'ANNEE AVEC PARENTS		JEUDI 30 JUIN DE 18H A 21H DRÔLES DE ZEBRES	1/2 journée	55 €	
Maison pour tous :			F. Guillierme		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	AVEC	Boukhenfer Fatsiha 949 avenue Louis Ravaas bât N8 34080 Montpellier 04 67 63 81 35	alphabétisation	assemblée générale et repas de l'association	100 personnes	21 05 2016 de 11h à 19h	journée	110 €	
Maison pour tous :			MERCOURI		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	CIE SHERPAS	Mme Nathalie REY 125 Rue des Violet le Duc 34070 Montpellier	La compagnie a pour objectif de favoriser le rapprochement d'artistes autour de spectacle vivants	stage d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure Faible participation demandée Place ouverte à des personnes en difficultés sociales	du 02/07/2016 au 03/07/2016 + 5 à 7 juillet 2016 de 9h à 18 (1ère + 2ème session) + 8/07/16	2 journées* 1/2 journée	275 €	
	comité de quartier Port Marianne Sud	Mikel SEBILIN 142 avenue Théroigne de Mercourt résidence Gala Placidia-34000 Montpellier	le comité met en place des actions citoyenne visant à améliorer le vivre ensemble entre les habitants	Assemblée générale	entrée libre	mai 2016 de 17h à 21h	1/2 journée	55 €	
Maison pour tous :			Marcel PAGNOL		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	ALLIANCE	Madame Françoise MARIN	Toutes activités ayant un lien avec le développement personnel organisation de conférences, séminaires, stages et activités.	Evènement culturel franco-mauricien au profit des orphelins de l'île. Il s'agit de chants et de danses		30/07/2016 de 11h-23h et le 31/07/2016 de 8h-23h	2 Journées	440 €	
	Association SSF Savoir Solidarité Fraternité	M Oussaa Mustapha	organiser du soutien scolaire, l'apprentissage de langues vivantes, des activités éducatives, pédagogiques et de loisir, des activités sportives, créer un espace d'échange autour du savoir et de la culture, promouvoir la tolérance, l'échange Interculturel et interculturel.	fête de fin de saison de football d'UFOLEP		09/07/16 de 13h à 21h	journée	110 €	
	FPMA	RASOLOFOARIJAONA Fanomezantsoa Président rasolof@hotmail.fr 06 34 44 74 95		Soirée Spectacle		Samedi 16 Juillet 2016 à partir de 19h	journée	110 €	
Maison pour tous :			PARKS		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	Compagnie les Sherpas	Nathalie REY - BP 91084 cedex 01 34007 Montpellier	Compagnie de théâtre - Théâtre d'improvisation et création de spectacles, d'événement théâtral	Répétitions des artistes	Aide à la création et association partenaires des Mpts / sur la saison 2016-2017	dates non définies - 3 semaines de répétitions	3 Journées	330 €	
	eiki	Youssef Tarzout 1 rue du bras de fer 34000 Montpellier 06-63-15-73-06	promotion Manga	Stage de Manga	Stage de Manga, tout public, pendant les vacances d'été 2016		journée	110 €	
	Mains enchantées	Sylvain CHABOT 06-16-89-88-36 mainsenchantees@orange.fr	arts plastiques	Stage de Mosaïque et stage de papier mâché	stage d'arts-plastiques pour les enfants pendant les vacances d'été 2016		journée	110 €	
	Volontariat et Soutien par l'Art (VS ART)	Karine Ballaneda-Gavotte 722 route de Frouzet - 34380 St Martin de Londres 06-24-26-75-84 vsart.montpellier@gmail.com	aide relationnelle et culturelle aux personnes âgées, dépendantes, ainsi qu'aux jeunes (6-12 ans) en difficulté	réunion des adhérents	7 réunions par an, selon les disponibilités pour la saison 2016-2017	à définir en fonction des disponibilités	7 1/2 Journées	385 €	
Maison pour tous :			VOLTARE		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	ITALIA A DUE PASSI	COMBERIATI DANIEL 06 73 24 91 84	PROMOTION LANGUE ITALIENNE	STAGE		04/06 16h - 20h 05/06 10h - 14h	journée	110 €	
	EIKI - L'Âme des créatifs	Tarzout Youssef 0663157306	création d'une école associative d'arts appliqués	stage d'initiations aux techniques de dessin manga		18 AU 22/07/2016	5 1/2 Journées	275 €	
Maison pour tous :			LAGRANGE		Pour la période de :		JUIN /JUILLET 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation	
	GRANDIR SANS FIL	MME DEROUICH 187 rue laicité 34070 montpellier 06 70 49 77 51	aide aux parents dont les enfants ont une maladie	rencontre		4/06/16 8h 18h30	journée	110 €	
							total	2 585 €	



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Maison pour tous :			François-Villon	Pour la période de :	juin-16			
Pour Conseil municipal du:				mercredi 22 juin 2016				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association 100% lady's	Wafa BELHOUSSEINE 251 rue de Cambridge 34080 Montpellier Tel: 06 62 73 65 88		atelier de cardio fit boxing		mercredi de 16h30 à 18h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	255 €

Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers et redevances minorés - Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 décembre 2016.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Aide annuelle en nature
Alcool et les proches	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Ecole des Arts Martiaux	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Usagers des banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € 00 (16 h/mois)	35 €	145 €
Bien Vivre à Aiguelongue	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	420 € 00 (48 h/mois)	35€	385 €

Blouses roses	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Bonsai Club	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € 00 (8 h/mois)	35 €	145 €
APAJ Centre gitan	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	280 € 00 (32 h/mois)	35 €	245 €
Myosotis	Ex MpT Emma Calvé	25 € 00 (5 h/mois)	35 €	-
Radio Campus (ADOREM)	Ex MpT Emma Calvé	885 € 00 (120 h/mois)	35 €	850 €
Comité de quartier Nord	Ex MpT Emma Calvé	156 € 00 (24 h/mois)	35 €	121 €
Etudiants vietnamiens	Ex MpT Emma Calvé	52 € 00 (8h/mois)	35 €	17 €
Amitié Franco Vietnamienne	Ex MpT Emma Calvé	224 € 00 (34 h/mois)	35 €	189 €
AFTOC	Ex MpT Emma Calvé	21€ 00 (3h 30/mois)	35 €	-
Six Sens	Ex Mpt Emma Calvé	448 € 00 (68 h/mois)	35 €	413 €
Association Philatélique Montpelliéraine	9, rue de la Poésie	542 € 00 (20 h/mois)	35 €	507 €
Infonet Service	9, rue de la Poésie	433 € 00 (16 h/mois)	35 €	398 €
Montpel Libre	9, rue de la Poésie	216 € 00 (8 h/mois)	35 €	181 €
Toranomaki	9, rue de la Poésie	357 € 00 (14 h/mois)	35 €	322 €
Le Baobab	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € 00 (12 h/mois)	35 €	217 €
Amicale des Radesthésistes	La Ruche 11, rue des Abeilles	192 € 00 (10 h/mois)	35 €	157 €
Bout'Entrain	La Ruche 11, rue des Abeilles	378 € 00 (18 h/mois)	35 €	343 €
Confédération syndicale des familles	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € (12 h/mois)	35 €	217 €
Passe Pierres	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 30 m2	95 € 00 (24 h/mois)	35 €	60 €
ANR 34	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 30 m2	108 € 00 (36 h/mois)	35 €	73 €
Amis des étudiants	Jacques Prévert 12, rue des Sureaux 30 m2	288 € 00 (60 h/mois)	35 €	253 €
Arceaux Montpellier (foot)	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	432 € 00 (stockage)	35 €	397 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les 26 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe.
- d'approuver les loyers et redevances minoré proposés aux 25 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 6092 €.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 17 décembre 2015.

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association « »

Domiciliée

représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

34 Montpellier

qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

34 Montpellier

Horaires :

Les lieux loués ont une superficie de m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

Elle sera renouvelable deux fois par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Loyer

4.1. Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

4.2 - Loyer

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations du preneur

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorgner les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Néant

Article 6 – Assurances

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procèdera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour le preneur,

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué

Gérard CASTRE

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)